

*Urgent*

# Amérique Latine

mensuel d'information générale

N° 3



Mai 1978

Prix : 6 F

## DOSSIER

### DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS



**Pérou - Rép. Dominicaine-élections  
La democratie restreinte**

QUELS SONT LES METIERS QUI OFFRENT ACTUELLEMENT LES MEILLEURS DEBOUCHES ?

LES PROFESSIONS COMMERCIALES

Aussi, le but de

## **Ecole Professionnelle Supérieure**

*Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance*

est de préparer ses élèves à des SITUATIONS D'AVENIR, en les formant notamment  
à la préparation de

## **Cadre Technico-Commercial**

capable d'atteindre un salaire important

### **Vous avez la volonté de réussir ?**

Alors n'attendez plus pour vous spécialiser dans la VENTE, où les meilleures techniques vous seront inculquées par des PROFESSIONNELS :

- par des études CHEZ VOUS à votre rythme
- complétées de STAGES PRATIQUES en nos locaux

### **votre succès assuré**

## **Ecole Professionnelle Supérieure**

assurera une formation spécialisée, RESERVEE AUX MEILLEURS, afin de vous mener  
au CERTIFICAT de

INGENIEUR COMMERCIAL

Veuillez m'adresser sans aucun engagement de ma part, votre documentation sur la carrière de CADRE TECHNICO-COMMERCIAL à :

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

*Ce coupon est à retourner à l'ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 27 bis, rue du Louvre PARIS 2e*

# SOMMAIRE

Amnisties, élections en cascade, dévolution du pouvoir aux civils : les choses paraissent bouger en Amérique Latine. Cette métamorphose du paysage politique est certes due en partie à l'évolution des contradictions nationales locales, mais ni la main de Washington, ni celle de Bonn — ce qui est plus nouveau — n'y sont étrangères. Le concept de *démocratie restreinte*, forgé par la Commission Trilatérale, se charge de jeter une lumière sur les perspectives de ce vaste dessein et la nature des alliances qu'il projette.

**La démocratie restreinte ou la fourchette de Washington - pp. 30-32**

Et puisque, quand on parle du loup, on voit sa queue, les exemples sont là, à portée de main : le 16 mai, la République Dominicaine va élire un nouveau Président. Le vainqueur présumé du scrutin n'est autre que l'actuel « Patriarche », Joaquin Balaguer, installé au pouvoir depuis 12 ans, juste après l'invasion des Marines US. Quelles perspectives s'ouvrent à ce morceau d'île, où les forces de gauche tentent de sortir d'un climat de décomposition ?

**Un nouveau printemps pour le patriarche ? - pp. 19-21**

De son côté, le Pérou, dans une situation de crise économique aiguë, aggravée encore par les pressions du Fonds Monétaire International, s'apprête à élire en juin prochain des représentants pour l'Assemblée Nationale Constituante (prélude aux élections présidentielles qui devraient avoir lieu en 1980).

**La petite histoire des élections - pp. 6-7**

« Je change, donc je suis » nous dit Eduardo Galeano, définissant l'écriture et la création littéraire comme une façon, la sienne, de combattre l'immobilisme et la peur, comme une façon de célébrer les noces avec la vie, avec l'avenir.

**Rencontre avec Eduardo Galeano - pp. 25-26**

Si nous ouvrons aujourd'hui un débat sur le machisme, c'est sans penser que l'Amérique Latine en a le monopole. Il serait trop commode pour les autres régions du monde de s'en exonérer de la sorte ! Le dossier de ce présent numéro est composé des voix de Latino-américaines résidant à Paris. Voix plurielles qui renvoient aux différences des conditions dans lesquelles s'effectue le contact avec une autre réalité : exil forcé, séjour désiré, mises en campagne pour faire écho au combat journalier de tous ceux, de toutes celles, restées là-bas.

**Dossier : voix de Latino-américaines à Paris - pp. 11-18**

---

## IMPORTANT

**Nous informons nos lecteurs que la rédaction a changé de locaux. Notre nouvelle adresse est :**

**Urgent AMÉRIQUE LATINE**

**8, rue Au Maire  
75003 — Paris  
tél. 271.86.25**

# AIDEZ-NOUS

Cher(e) lecteur(rice),

Peut-être avez-vous regardé les émissions d'Antenne 2 consacrées au Chili ou lu l'article de Maurice Clavel sur l'Argentine, publié dans *Le Monde* du mercredi 19 avril, ou les dernières nouvelles de Saint Domingue ou du Nicaragua. L'Europe commence à peine à découvrir le continent américain, la vie, la mort et la résurrection de ses peuples. Notre revue s'est donné pour tâche de livrer en France le combat de l'information, faire connaître la vie, les luttes, les souffrances et les joies des centaines de millions de femmes et d'hommes.

L'Amérique Latine vous intéresse, notre revue répond en partie à votre attente... aidez-nous.

Notre problème est simple. Indépendante de toute organisation politique et de tout groupe financier, *Urgent AMÉRIQUE LATINE* ne peut vivre que de ses lecteurs. L'accueil des deux premiers numéros nous pousse à aller de l'avant. Pour pouvoir survivre, la revue a besoin d'augmenter son tirage, d'accroître la vente directe et le nombre de ses abonnés. Pour répondre en tant que mensuel aux besoins de l'information, elle doit augmenter le nombre de ses pages.

Votre aide est fondamentale. Abonnez-vous, faites abonner vos amis, devenez vendeurs d'*Urgent AMÉRIQUE LATINE* ou si vous le pouvez apportez-nous votre soutien financier.

Nous aider c'est soutenir notre combat pour l'information et l'expression de l'Amérique Latine.

Je vous remercie d'avance.

Le gérant  
Luis Alvarez

Rédactrice en chef : Michèle Mattelart  
Responsable des informations : Ibar Aibar  
Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Desmond  
Maquettiste : Omar Saavedra

#### Rubriques :

Rapports de force internationaux : Bernard Cassen  
L'événement : Carlos Gabetta  
Questions Politiques : Eduardo Olivares  
Cultures et Sociétés : Roger Bartra  
Économie : Alfonso Varela  
Productions Culturelles : Ignacio Ramonet (cinéma)  
Huguette Faget (théâtre) ; Daniel Salinas (musique)  
Magazine : Catherine Bastard (coordination)  
Dossier : Armand Mattelart

#### Ont également participé à ce numéro :

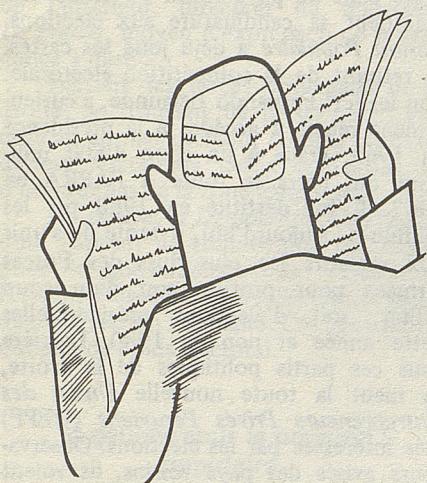
Elisabeth Burgos, Inès Dunnage, Liliana González, Ernesto González Bermejo, Alfonso Gumucio Dagrón, Matilde Herrera, Antonio Prior, Fafa Taveras

Service d'Agence : Prensa Latina

Administration et gestion : Luis Alvarez  
Diffusion et abonnements : Beatriz Rioseco, Laura Mateluna  
Rédaction et Publicité : 8, rue Au Maire, 75003 Paris  
tél. 271.86.25  
Directrice de la publication : Michèle Mattelart  
Composition : Germinal - 272.71.13  
Impression : M.S. - 672.23.63  
Distribution : NMPP (presse), Diffusion Populaire (librairies)  
Mensuel édité par Publication FRANCE-LATINE, s.a.r.l. au capital de 2.500 F.  
Siège social : 14, rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris

Gérant : Luis Alvarez,  
c - Publ. F.L., R.C. Paris n° 77 B 8953 - 311700470  
Abonnement 12 numéros : France 60 F, Étranger 80 F.  
Dépôt légal : 2<sup>ème</sup> trimestre 1978  
Commission Paritaire : démarches d'attribution de numéro en cours.

# COURRIER DES



## LECTEURS

### prendre le relais d'une tâche bien accomplie

Le Comité de défense des prisonniers politiques au Chili (animé par E. Perret, E. Burgos-Debray, M. Mattelart) nous a fait part de sa décision de nous passer le relais de la tâche d'information et de mobilisation qu'il a menée jusqu'à ce jour à travers le courrier de solidarité qu'il publiait. Voici le texte de la lettre que le Comité, dans un geste dont nous voulons souligner toute la valeur solidaire, joindra à un exemplaire de ce numéro d'*Urgent AMÉRIQUE LATINE* envoyé à toutes les adhérentes. Nous adressons un vibrant hommage à l'action déployée par ce Comité et tenons à remercier Edith Perret, sa présidente, pour cette confiance qu'elle nous manifeste. Nous aurons à cœur de répondre à cette responsabilité.

### La Rédaction

Chères amies, chers amis,

Nous venons vous annoncer une nouvelle à la fois un peu attristante et très encourageante. Le *Courrier de Solidarité* ne paraîtra plus (si ce n'est, éventuellement, sous forme de circulaires pour vous faire part d'une initiative précise). Mais cette disparition correspond en fait à un élargissement de l'action.

Depuis longtemps, nous vous avions fait part de la nécessité d'étendre notre activité au reste de l'Amérique Latine, et nous avons réalisé effectivement cette extension dans nos derniers numéros. Or, un groupe de militants et de journalistes français et latino-américains, avec lequel nous collaborons depuis longtemps, vient de mettre sur pieds un mensuel remarquablement bien conçu, *Urgent AMÉRIQUE LATINE*, qui remplit très exactement cette tâche d'information générale sur cette région du monde et la répression qui y sévit — à ceci près qu'il a un objectif encore plus large que celui que pouvait viser le *Courrier*. En ce qui concerne les problèmes spécifiques des femmes et de la répression qu'elles subissent, nous collaborerons à la Revue avec un groupe de femmes latino-américaines. Vous pouvez

donc être certains que ces aspects ne seront pas négligés.

*Urgent AMÉRIQUE LATINE* remplit donc exactement les objectifs que nous assignions au *Courrier de Solidarité*, mais avec des moyens matériels et humains supérieurs à ceux dont nous disposions. Il aurait été absurde, dans ces conditions, de continuer le *Courrier*. D'autre part, en ce qui concerne les événements du Chili, en plus de la couverture qu'en fera la nouvelle revue, le *Bulletin Solidarité Chili* du Comité de Défense des Prisonniers Politiques au Chili, collectif dont nous faisions partie, continuera à vous fournir régulièrement une information supplémentaire.

Pour toutes ces raisons, il était urgent de changer, et cela non pas en faisant un pas en arrière — mais un pas en avant. Le remplacement du « *Courrier* » par « *Urgent AMÉRIQUE LATINE* » a bien ce caractère. Nous espérons que vous ferez un accueil enthousiaste à la revue et que vous l'appuierez comme vous l'avez fait pour nous-mêmes.

Michèle Mattelart, Elisabeth Burgos-Debray, Edith Perret



## COMMUNIQUÉ

### attention !

Le 24 mars 1978, à l'occasion du 2ème anniversaire du Coup d'État militaire en Argentine, le Centre Argentin d'Information et de Solidarité (CAIS) organisa une table ronde à laquelle participèrent différentes organisations de solidarité française, le Parti Socialiste et la Fédération de Paris de la CFDT.

Un des Argentins présents manifesta son désir de s'intégrer aux activités du Centre. Il s'identifia comme étant Alberto ESCUDERO, âgé de 29 ans, non réfugié. Il dit qu'il travaillait dans une entreprise de chantiers navals siégeant en Hollande et appartenant à son oncle, ce qui lui permettait de résider temporairement à Paris. Cette même soirée, sans qu'il puisse s'en rendre compte, il fut reconnu par une personne de l'assistance comme étant l'un des agents des Services Sécurité Argentins, mêlé à l'arrestation de 13 familles de prisonniers et des 2 religieuses françaises disparues à Buenos-Aires.

Pour toute information ou renseignement complémentaire : CIMADE, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris.

**COMITÉ DE DÉFENSE  
DES PRISONNIERS POLITIQUES  
EN URUGUAY**  
67, rue du Théâtre, 75015 Paris

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le C.D.P.P.U. vous fait état de la déclaration suivante, et sollicite son urgente diffusion étant donné la grave situation dont le communiqué ci-dessous informe :

« Le Congrès des Comités de Solidarité pour l'Uruguay, réuni les 8 et 9 avril à Marseille, a appris, ces jours-ci, de nouvelles tortures subies par le dirigeant politique et syndical RAUL SENDIC, qui ont aggravé son état de santé déjà délicat à cause des conditions inhumaines de détention dont il est l'objet depuis 6 ans.

Le Congrès des Comités de Solidarité pour l'Uruguay exige :

- que les tortures infligées en ce moment à RAUL SENDIC cessent immédiatement
- que cesse aussi sa condition d'otage, ainsi que celle de tous les autres prisonniers dans la même situation
- qu'une assistance médicale adéquate lui soit donnée et que sa famille soit autorisée à le voir régulièrement. »

# La petite histoire des élections

Une question revient sans cesse : les élections de juin pour une assemblée constituante auront-elles lieu ? Convoquées pour cette consultation par la junte militaire, les forces politiques se divisent entre celles qui s'y opposent, celles qui y adhèrent et celles qui voient dans ce scrutin une manière de détourner l'attention. Cette consultation électorale est dominée par une crise économique sans précédent aggravée par les mesures qu'exige le Fonds Monétaire International. Retour des civils au gouvernement ou coup d'État militaire, figurent au même titre parmi les issues possibles.

Si les conditions économiques péruviennes étaient autres, la question de savoir si les élections auront lieu ou non ne se poserait pas. Mais le Pérou est aujourd'hui le pays relativement le plus endetté du monde. Pour un PNB de 12 milliards de dollars, la dette extérieure est de 9 milliards. Par rapport aux exportations de cette année, 1,8 milliard de dollars, les services de la dette extérieure représentent plus de 50 %, soit 1 milliard de dollars. Les pressions exercées par le Fonds Monétaire International ont eu pour conséquence la progressive dévaluation de la monnaie et la réduction du pouvoir d'achat de 60 %. Cependant, le FMI a demandé de nouvelles mesures, la hausse de 100 % du prix de l'essence (son prix a déjà augmenté de 300 % en trois ans), l'élévation du taux d'intérêt et la suspension des subventions de l'État sur les produits alimentaires importés. Cette mesure est criminelle dans un pays où les indices alimentaires sont déjà déficitaires. Un récent rapport sur les niveaux d'alimentation à Lima montre qu'on ne

consomme en moyenne que 1990 calories en 1972, et 1611 en décembre 1977, alors que le seuil désirable se situe autour de 2.400. Le retrait des subventions de l'État provoquerait ainsi la mort ou des lésions irréparables pour 500.000 enfants de plus chaque année. Sous contrôle du capital privé, sans aucune perspective d'amélioration à court terme, l'économie péruvienne accuse les coups du FMI qui souhaite un gouvernement plus fort capable de comprimer davantage les salaires.

## l'éventail de la droite

Dans le camp de la droite, trois partis représentatifs : l'APRA, l'Action Populaire et le Parti Populaire Chrétien. Le premier appuie sans ambiguïté les élections promulguées par le président Morales Bermudez, y voyant un tremplin pour les élections présidentielles prévues pour 1980. Le PPC, dirigé par l'avocat Luis Bedoya, représentant les intérêts des entrepreneurs monopolistes, joue sur

deux tableaux. Il se déclare admirateur de Pinochet, avec tout ce que cela représente dans un pays voisin du Chili, mais maintient sa candidature aux élections. Action Populaire a déjà joué ses cartes, se retirant de la compétition électorale. Son leader, Fernando Belaunde, a curieusement réussi à accéder à la présidence en 1963, grâce à un coup d'État militaire qui barra la route à l'APRA en 1962. Il fut destitué en 1968 par les militaires. Aujourd'hui, il tente de s'unir aux secteurs les plus durs des Forces Armées pour profiter soit d'un coup d'État, soit d'élections présidentielles cette année et non en 1980. Derrière tous ces partis politiques de la droite, se meut la toute nouvelle *Union des Entrepreneurs Privés Péruviens* (UEPP) très intéressée par les élections. Observateurs avisés des pays voisins, ils voient dans l'instauration d'une dictature militaire plus dure que celle de Morales Bermúdez, une solution à la crise profonde qui affecte le pays. La carte électorale est à jouer au cas où un coup d'État ne serait pas viable à l'intérieur des Forces Armées.



Gal. Morales-Bermúdez

Dans ces dernières, deux opinions seulement se manifestent. Les partisans des élections — qui n'en exercent pas moins une répression sélective et préventive sur le mouvement populaire qui grandit à mesure que la crise économique augmente — reçoivent l'appui du président Morales Bermúdez et du premier ministre, le général Molina Pallochia et les tenants du coup d'État, qui se manifestent avec plus de force à mesure que le temps passe. Leur objectif serait d'annuler les élections et de réprimer violemment les syndicats et les organisations de gauche. Cette tendance est exprimée et probablement dirigée par le ministre de l'intérieur, le général Cisneros Vizquerra. Pour le moment, la tendance Morales Bermúdez s'est imposée,

mais les chocs entre les deux courants ont coûté son poste au frère du ministre de l'intérieur, directeur du quotidien *La Prensa*, moyen d'expression de la tendance « dure ».

Derrière les forces principales de la droite, se trouvent de petits partis inscrits au dernier moment comme ceux des défunts dictateurs Odría et Leguía ou d'un caudillo de la zone agraire sud.

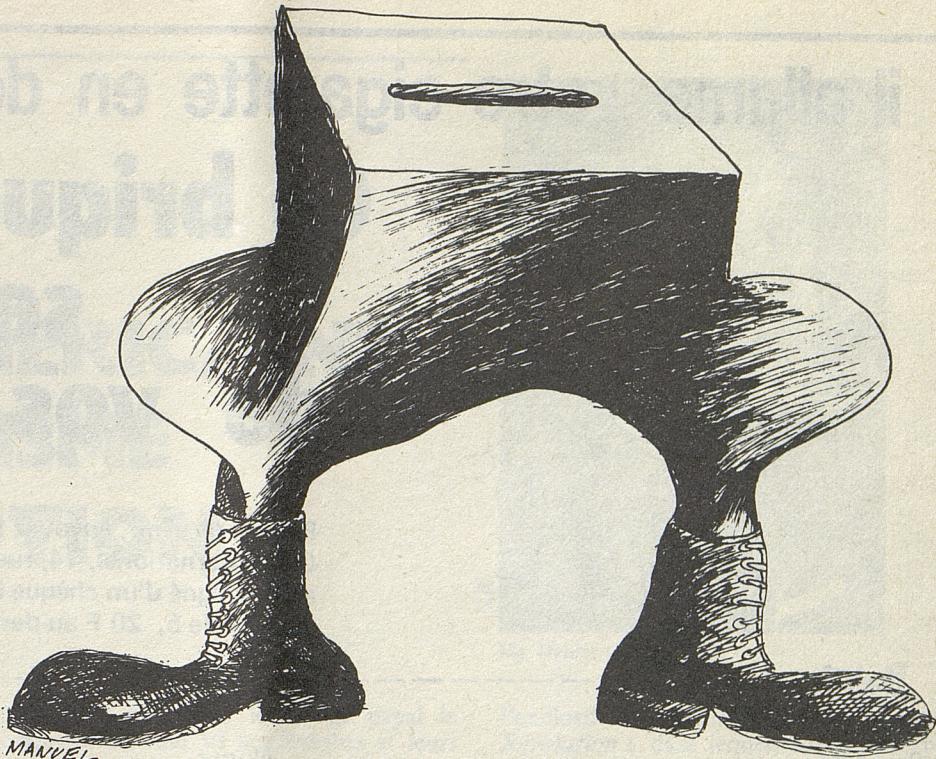
Au centre, la *Démocratie Chrétienne* dont l'apport de technocrates fut décisif pour le gouvernement de Velasco et l'*Action Révolutionnaire Socialiste*, dissidence d'*Action Populaire*. Ces deux partis ont peu de poids électoral.

### la gauche sous la pression populaire

Pour la gauche, ces élections sont aussi matière à réflexion et à débat. Sauf un petit groupe qui préconise l'abstention, la majorité des formations se regroupent sur deux positions : la participation comme fin en soi ou la participation comme un terrain de lutte parmi d'autres. La première position est celle du *Parti Communiste Péruvien (Unité)* (PC Unité) et de manière non explicite celle du *Parti Socialiste Révolutionnaire* (PSR).

Le PC(U) connaît une crise profonde, résultat de son appui inconditionnel au gouvernement militaire pendant huit ans. Une fraction de ce parti (le gros de la jeunesse et des dirigeants syndicaux) a critiqué la commission politique et va aux élections sous la bannière de l'*Union Démocratique Populaire* (UDP). Le *Parti Socialiste Révolutionnaire* dont le principal dirigeant est le général Rodríguez Figueroa, compte encore une dizaine de militaires sur ses listes. Rodríguez Figueroa et trois autres généraux participèrent au gouvernement de Velasco sur une position progressiste. Le programme de ce parti repose sur la radicalisation des mesures de réforme du gouvernement militaire.

La gauche révolutionnaire se trouve représentée par l'*Union Démocratique Populaire* (UDP) et le *Front Ouvrier-Paysan-Étudiant du Pérou* (FOCEP). Les deux formations sont d'accord pour reconnaître les limites du processus électoral mais aussi la nécessité d'utiliser la tribune offerte par la future assemblée constituante. L'UDP réunit des organisations politiques plus ou moins anciennes. Les plus importantes étant le *Mouvement de la Gauche Révolutionnaire* (MIR) qui développa les guerillas de 1965, le *Parti Communiste Révolutionnaire* (PCR) et *Avant-Garde Révolutionnaire* (VR). L'UDP s'est grossi du *Parti Communiste Péruvien (Majorité)*, fraction critique du *Parti Communiste Péruvien (Unité)*.



On trouve principalement dans le FOCEP les organisations trotskystes, parmi elles, celle de Hugo Blanco, dirigeant qui conduisit au succès un soulèvement paysan en 1960.

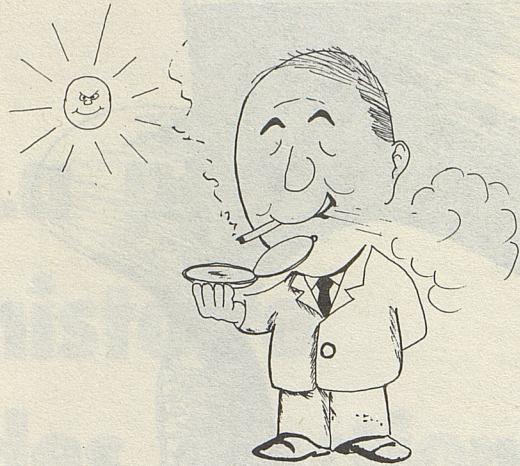
Le mouvement populaire exerce une pression pour que se réalise l'unité de la gauche. Les Forces populaires ont en effet réalisé des percées significatives au cours des deux dernières années : le 19 juillet 1977 réussit la première grève nationale du pays ; sept mois après, lors d'une grève qui paralyse le pays pendant deux jours, eurent lieu de grands affrontements entre des secteurs entiers des villes les plus importantes et les forces armées et policières ; puis grève générale de la population de Chimbote où malgré l'état de siège se firent des assemblées populaires de 20.000 personnes ; enfin, après quarante sept jours de grève de la faim appuyés par celle des prisonniers politiques, plus de 70 dirigeants syndicaux ont obtenu d'être rétablis dans leur emploi. Ces dirigeants avaient été licenciés avec 5.000 travailleurs lors de la grève nationale du 19 juillet. Une nouvelle vague de dirigeants syndicaux licenciés a adopté la même forme d'action dans tous les coins du pays, tandis que le gouvernement se voyait obligé à abroger le décret qui avait permis d'expulser du pays les dirigeants politiques et syndicaux. Parmi eux se trouvaient le général Rodríguez Figueroa, Hugo Blanco, Victor Cuadros (secrétaire général de la Fédération des mineurs et des métallurgistes), Ricardo Díaz Chávez (assesseur de plusieurs fédérations de travailleurs) et Rafael Roncalillo (président de la Fédération péruvienne de journalistes). Même si tout n'a

pas été une victoire pour le mouvement populaire, notamment la tentative d'imposer le vote des analphabètes (2 millions de personnes sur 7 millions en âge de voter) ou l'inscription de la *Confédération nationale agraire* (crée par le gouvernement mais passée ensuite dans l'opposition), il est indiscutable que le mouvement populaire a gagné solidité, organisation et conscience. La meilleure preuve en est le licenciement de plus de 5.000 travailleurs après le 19 juillet. Le gouvernement voulait ainsi décapiter le mouvement syndical. C'est le contraire qui s'est produit. Il y a aujourd'hui de nouveaux dirigeants syndicaux qui revendentiquent la réintégration des dirigeants licenciés. Plus encore, sur les listes électorales de la gauche, un pourcentage important de candidats est formé de dirigeants syndicaux.

Dans ces conditions, les élections pour une assemblée constituante n'entraîneront pas de changements dans l'économie. Même si elles reçoivent l'appui d'une partie du gouvernement militaire et des Forces Armées qui ressentent une perte de prestige après dix ans de pouvoir, elles demeurent toujours incertaines pour l'instant. Le président Morales Bermúdez a déclaré que si la nouvelle constitution n'incluait pas les réformes du gouvernement militaire, l'assemblée constituante serait dissoute et « *cette histoire s'arrêterait là* ». Il est certain que dans un pays qui a connu plus de présidents militaires que civils, des élections ne sont qu'une « *histoire* » de plus. A quand l'autre histoire ?

A. PRIOR

il allume votre cigarette en deux secondes



**Ce briquet solaire  
sera la joie  
de vos vacances**

Pour le recevoir, envoyez le bon ci-dessous à :  
C.G. International, 14, rue du Bourg-Tibourg — 75004 Paris  
accompagné d'un chèque bancaire de 30 F (25 F l'unité  
à partir de 5, 20 F au-dessus de 10).

~~SA~~

Prénoms : ..... Nom : .....

Adresse : ..... Téléphone : .....

Je désire recevoir

briquet(s) solaire(s)

Ci-joint un chèque bancaire de

F à l'ordre de C.G. International.

**GRATUIT**

**GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS**

**gagnez un voyage au Mexique pour 2 personnes**

**EN VOUS ABONNANT A *Amérique Latine***

**le prix comporte le voyage A/R et le séjour complet de 15 jours au Mexique pour 2 personnes.**

**Le tirage au sort, effectué parmi tous les abonnés inscrits avant le 15 mai, se fera au siège du journal le 20 mai 1978.  
Le résultat sera communiqué personnellement au gagnant et publié dans le numéro de juin.**

~~SA~~

**ABONNEMENT**

8, RUE AU MAIRE — 75003 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M. ....

Profession : .....

Adresse : .....

**SOUTIEN : 1.000 F  500 F  100 F**

**Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine  
Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F**

# ÉGLISE LATINO-AMÉRICAINE CHRISTIANISME ET REVOLUTION

« Le Christ était un grand révolutionnaire. Ce qu'il faut, c'est une alliance stratégique entre la religion et le socialisme, entre la religion et la révolution » (Fidel Castro à la Jamaïque, le 20.10.77).

« Est-il nécessaire de rappeler à ce propos l'attitude ferme et lucide de l'archevêque de Ho Chi Minh-ville qui, lors du dernier synode des évêques, à Rome, a déclaré : si à une époque, l'Église a su assumer la pensée d'Aristote en tant que véhicule du message évangélique, nous devons, nous, assumer aujourd'hui le discours marxiste pour poursuivre notre œuvre d'évangélisation et de catéchèse » (in Document « Christianisme et Révolution »).

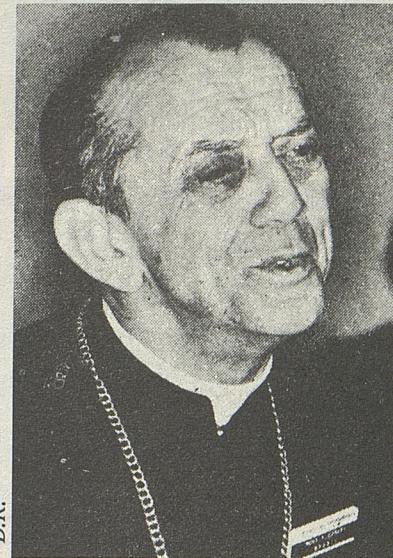
C'est dans une ambiance pleine de propos comme ceux-ci que l'Amérique Latine assiste à la préparation de la Troisième Conférence Générale Episcopale (CELAM III), qui doit se tenir à Puebla, au Mexique, au mois d'Octobre prochain.

Il faut connaître et sentir le poids du christianisme et plus particulièrement de l'Église Catholique en Amérique Latine, pour comprendre l'importance de la CELAM III pour les Latino-américains. Cela, dix ans après la deuxième Conférence qui proclama qu'être chrétien engageait dans la lutte contre toutes les injustices et les abus produits par une structure sociale et économique inhume, ce qui, tout en répondant au souffle du Concile Vatican II, allait beaucoup plus loin que cet événement de l'histoire de l'Église. Le Pape Paul VI lui-même était allé en Colombie, solennisant ainsi les « Accords de Medellin ».

Fallait-il voir dans le voyage papal le soutien de Paul VI aux évêques et leurs résolutions ou, plutôt, la première tentative de « récupération » d'un mécontentement qui, mené jusqu'au bout, conduirait, d'abord à la « coexistence » puis ensuite, à l'alliance stratégique entre chrétiens et marxistes ? Quoiqu'il en soit, CELAM II aura été la « bénédiction » de l'entrée des problèmes « temporals » dans la réflexion et dans l'activité de l'Église. Dix ans après, force est de constater que, tout en ouvrant la porte aux problèmes de ce monde, peut-être sans le vouloir, l'Église ouvrira aussi la porte à toutes les contradictions et les conflits qui secouent depuis longtemps l'Amérique Latine. Elle ouvrira la porte à la lutte des classes elle-même.

Où faut-il finalement trouver le « vrai » Christ ? Et la signification profonde du message évangélique ? Est-ce dans l'État « humaniste et chrétien » que le général Pinochet a essayé de mettre en place au Chili avec les méthodes qui lui sont si chères ? Ou est-ce plutôt dans l'action de quelqu'un comme Camilo Torres hier ou Ernesto Cardenal aujourd'hui ? Le prêtre et poète nicaraguayen ne cache pas son appartenance au Front Sandiniste de Libération qui mène depuis de longues années la lutte armée contre le régime d'Anastasio Somoza. « Au début », déclare Cardenal, « je pensais en termes de révolution non-violente, mais je n'ai pas tardé à me rendre compte qu'au Nicaragua cette option était tout simplement impossible. Et c'est dans l'Évangile que j'ai trouvé la source de mon engagement. »

Personne ne peut donc s'étonner qu'il ait signé, avec l'évêque mexicain Sergio Méndez Arceo et le dirigeant communiste espagnol Alfonso Comin,



D.R.

Mg. Helder Câmara

l'explosif document « Christianisme et Révolution » dans lequel, tout en acceptant le défi lancé par Fidel Castro (voir plus haut), ils ajoutent, « nous devons les uns et les autres (chrétiens et marxistes), comprendre que les accords purement tactiques, les pactes diplomatiques, la simple coexistence ou, dans le meilleur des cas, un rapprochement méfiant, ne sauraient pas être la réponse au grand défi posé à l'humanité : la construction du Socialisme ».

C'est dans ce courant ouvertement engagé, ouvertement révolutionnaire, que s'inscrivent les *Chrétiens pour le Socialisme* qui, depuis sa création au Chili, ne cessent de se développer en Amérique Latine et un peu partout dans le Tiers Monde. C'est dans une large mesure grâce à leur travail permanent de lutte contre « une Église qui déforme le message évangélique », que la hiérarchie de l'Église latino-américaine s'est vu contrainte de modifier son attitude de « neutralité complice » vis-à-vis de Pinochet et d'autres comme lui. En effet, au Chili, au Brésil, en Bolivie, pour ne citer que quelques cas, les relations entre l'Église et les dictatures en place se dégradent de plus en plus.

Le 10 mars dernier, au Vatican, 21 évêques latino-américains, accompagnés de plus d'une centaine de prêtres et de laïques, faisaient la grève de la faim pendant vingt-quatre heures et affirmaient dans une déclaration que « Jésus ne fit pas appel aux méthodes violentes pour changer des situations injustes, moins encore pour maintenir et défendre l'injustice. C'est pour cela que nous affirmons que les principes chrétiens ne se défendent jamais avec l'assassinat, la torture et la répression. »

Bien que ce geste soit un engagement avec « les 500 millions d'êtres affamés qui espèrent un monde plus juste », il est en même temps une prise de position différente de celle des signataires du document *Christianisme et Révolution*.

### et les autres ?

Ils sont bien évidemment toujours là. Ce ne serait que trop naïf que de penser qu'en plein milieu d'une offensive menée par les États-Unis et les dictatures plus ou moins ouvertes qu'on connaît ici et là en Amérique Latine, les secteurs plus conservateurs laisseraient la place libre à ceux qui, pour une raison ou une autre, sont devenus des opposants. Le voyage effectué au cours de 1977 par Mgr Lefèvre dans quelques pays latino-américains comptait sur place sur l'existence et le travail actif de l'extrême-droite catholique. Même si Pinochet, pour ne pas aggraver davantage ses relations avec l'Église chilienne, a été contraint de faire une mise au point sur le « caractère privé » de la visite de l'évêque français au Chili où, bien sûr, il ne manqua pas de condamner ceux qui « font le jeu du matérialisme, malgré eux-mêmes. »

Ces croisés modernes, sous prétexte de combat sans trêve contre l'ennemi

« intrinsèquement pervers », ont favorisé l'installation des dictatures militaires et continuent à les soutenir, malgré les agressions de ces régimes contre la propre Église. C'est même très souvent au sein même de l'Église que se développent d'abord les attaques et le boycott contre les organismes qui, sous le patronage de l'Église, s'occupent de venir en aide aux emprisonnés, aux familles des disparus, aux chômeurs, etc. On se souvient encore de la longue lutte qui s'acheva avec la décision du Cardinal Silva Enríquez de mettre fin aux activités du *Comité pour la Paix*, organisme oecuménique de soutien aux victimes de la répression. C'était du sein même de l'Église qu'étaient parties les premières attaques contre ce « noyau subversif », aux dires de M. Ibáñez Langlois, éminente personnalité de l'Opus Dei au Chili, prêtre et théologien. Le Comité pour la Paix a été remplacé depuis par un Vicariat de la Solidarité, sous contrôle direct d'un homme de confiance du Cardinal, le très démocrate-chrétien Christian Precht. L'heure était à la modernisation.

C'est cette modération reflétée dans la position actuelle de l'Église chilienne ou dans la déclaration des évêques faisant la grève de la faim au Vatican, qui semble avoir le plus de chances de s'imposer à Puebla. A la différence des *Chrétiens pour le Socialisme*, très nombreux parmi

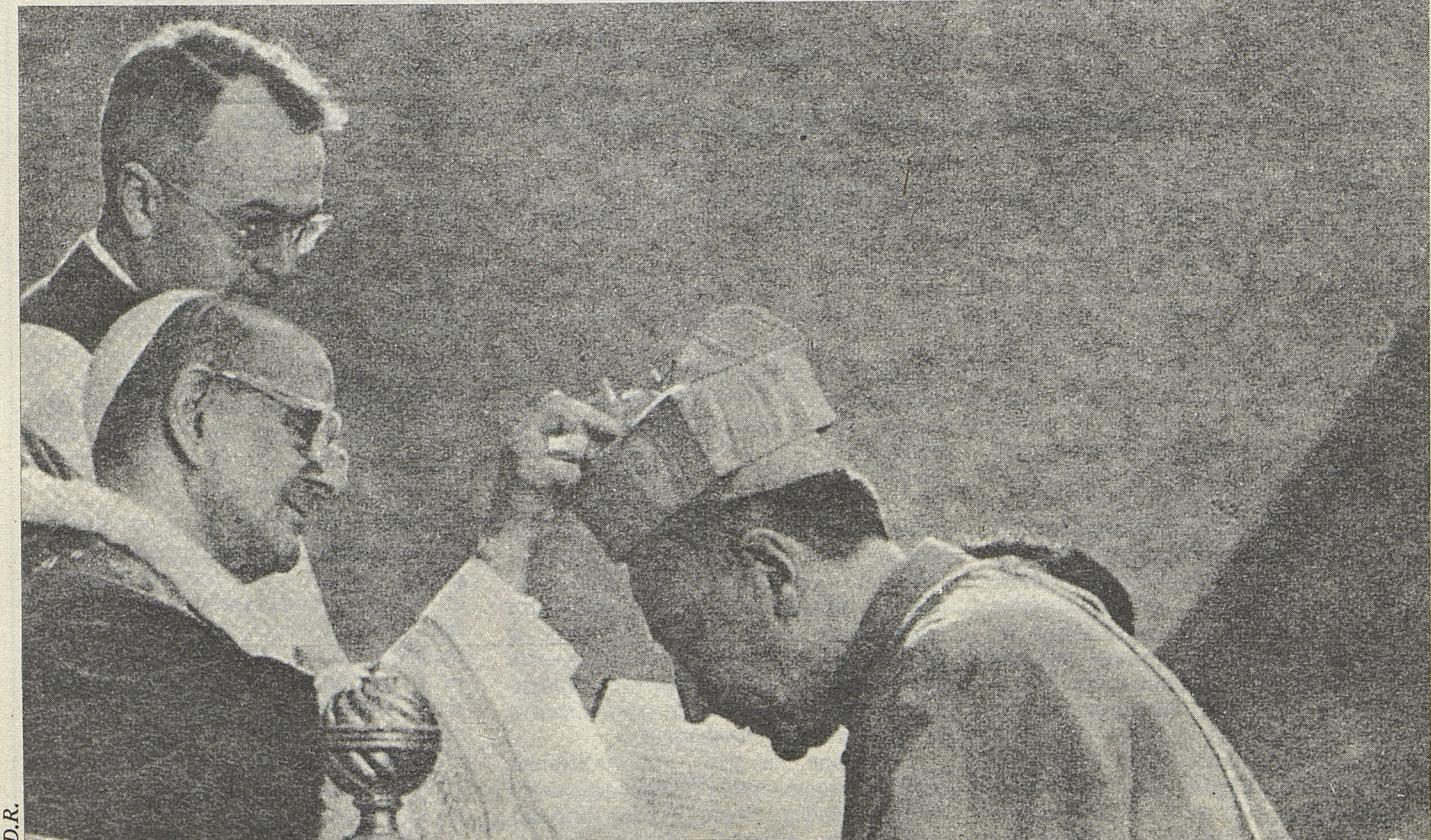
la base laïque et religieuse mais peu nombreux au niveau des hiérarchies, les « modérés » seront largement plus représentés à Puebla. Il est évident que la situation actuelle en Amérique Latine favorise un certain réflexe de « gauche » chez les « modérés » de l'Église. Mais s'il est « de gauche » par rapport aux régimes militaires, à leur idéologie et à leurs méthodes, il ne l'est pas forcément par rapport aux projets d'avenir. Faut-il rappeler que l'Église brésilienne, très active dans son opposition aux militaires de Brasilia, fit une large contribution au renversement du régime démocratique en 1964 ? Ou que l'attitude de l'Église chilienne tout de suite après le coup d'État a été pour le moins peu nette et qu'un Te Deum fut promptement organisé après le 11 septembre ?

C'est plutôt dans un cadre comme celui de la politique américaine par rapport aux droits de l'homme que s'inscrivent les projets de ceux qui voient le christianisme plus près de la « réconciliation nationale » que de la révolution ou du socialisme.

CELAM III sera un pas vers la rupture entre l'Église et les dictatures latino-américaines. C'est le plus probable. L'alliance stratégique entre les héritiers du Christ et de Marx devra continuer à se construire, mais elle n'est pas pour aujourd'hui.

Eduardo Olivares

Encore bien loin de la révolution



D.R.

## DOSSIER

DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES  
A PARIS

D.R.

Le monde hispanique et lusitanien a eu le doux privilège de donner naissance au mot « machisme ».

En Amérique Latine, l'idée du féminin paraît doublement écrasée : sur fond séculaire de machisme est venue se greffer, au fil de « golpes » plus ou moins déguisés, une oppression bien spécifique. Ces régimes de force, qu'ils revêtent l'uniforme ou non, ont toujours joué vis-à-vis des femmes sur un double tableau. Ayant bien compris le caractère indispensable de la présence de ces dernières à leurs côtés, ils multiplient les génuflexions devant l'autel de « l'éternel féminin ». Ils savent, plus que parfaitement, que la reproduction de leur « légitimité » passe par les mères.

Mais il en est de bonnes et de mauvaises !

Vénérant les unes, les régimes militaires vont doublement s'acharner sur les autres, celles qui cherchent à rompre le carcan des sociétés d'ordre.

De récents exemples montrent avec force la prise de parole des femmes. Les dernières grèves de

la faim des femmes de Bolivie, les manifestations des « Folles de la Place de Mai » à Buenos-Aires qui s'inscrivent, les unes et les autres, dans la tradition d'un passé de luttes, démontrent que les régimes d'ordre n'auront pas si facilement le dernier mot.

Aussi avons-nous choisi de donner la parole aux femmes latino-américaines. Certaines ont parlé depuis leur exil, conséquence aujourd'hui de leur participation d'hier ; d'autres ont exprimé leur expérience quotidienne et personnelle de la domination exercée sur les femmes. Domination institutionnalisée à travers les appareils d'État, même si, dans certains contextes moins répressifs, ces derniers jouent la carte du libéralisme.

Commencant ou poursuivant une réflexion sur le féminisme, ces voix différentes renvoient aux conditions diverses dans lesquelles peut se dérouler le contact avec une réalité autre : exil forcé, séjour désiré, mises en campagne pour faire écho au combat journalier de ceux et celles restés là-bas.

## DOSSIER



### LE MACHISME A JOUR ET A CONTRE-JOUR

« Le *machisme*, pour moi, représente un phénomène qui englobe depuis la violence la plus grossière — le stéréotype parfait : le mari qui bat sa femme, la femme soumise qui se doit tout entière à sa maison, son mari, ses enfants et qui courbe l'échine ; qui aime sa femme la bat bien ! — jusqu'aux formes les plus subtiles de la domination ».

*Réfléchissant sur les mécanismes et les manifestations du machisme, Pilar (19 ans, sociologue) et Margarita (27 ans, étudiante, cinéma), toutes deux mexicaines, ont été d'emblée amenées à parcourir leur vie et leur mémoire.*

#### machisme tous azimuts

**Pilar** : Le *machisme* tisse comme des fils invisibles dans tous les secteurs de la société, à droite comme à gauche. Il est soutenu par un modèle de famille qui suppose des rôles spécifiques et hiérarchisés selon les sexes, des rôles qui s'apprennent dès le berceau. La distribution ne changera plus. Il ne reste plus qu'à la perfectionner. Je me souviens qu'étant petite fille, à l'école, je ne pouvais pas jouer aux billes. C'était un jeu de garçons. Si par hasard je jouais et si, par malheur, je gagnais, on m'éliminait.

— *Chez vous, dès petites, comment s'effectuait l'apprentissage du machisme ?*

**Pilar** : chez moi, on était très traditionnel ; bien que mon père ne vive pas avec nous, la figure paternelle était très forte. Nous vivions, mon frère et moi, avec ma grand'mère et deux tantes. La différence de traitement entre mon frère et moi était énorme. Il pouvait aller en excursion avec ses amis, peu importait lesquels, moi je devais être accompagnée pour aller au coin de la rue. J'étais une fille qu'on éduquait de façon « décente » et on élevait mon frère dans l'idée que « *ta mère, ta femme, ta sœur, c'est sacré. Tu dois te charger de les faire respecter* ».

**Margarita** : Par contre, moi, je vivais un vrai divorce entre ma famille et l'école. J'étais dans une école mixte nord-américaine où l'éducation était très égalitaire. Au collège, il y avait un certain libéralisme et chez moi, on contrôlait tout : mes gestes, ma manière de m'habiller, ma façon de saluer. Je vivais deux réalités très différentes, ce qui engendrait une sorte de schizophrénie.

— *C'était pourtant tes parents qui t'avaient mis dans cette école ?*

**M.** : Ma mère pensait qu'étant bilingue et en contact avec une autre culture, je pourrais obtenir quelque chose sur le plan de l'indépendance. Mais d'autre part, mes parents savaient que, pour réussir, il fallait tout contrôler, sa façon de rire, de parler... En fait, cette contradiction les rendait fous : ma petite

## DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS

sœur, elle, est allée dans un collège de religieuses. Mais c'est à l'université que j'ai vraiment pris conscience de ma condition. J'avais choisi la branche des Sciences et Techniques de l'Information. On m'a « aimablement » laissée entrer après 40 garçons qui avaient pour la plupart des notes inférieures aux miennes. Pour moi, il ne s'agissait pas d'entrer en guerre contre l'autre sexe ; ce que je ressentais, c'était bien plutôt un désir de justice élémentaire.

— *Donc une prise de conscience qui faisait que vous commençiez à cesser de vivre le machisme comme une normalité...*

**M.** : Moi, ça me donnait une espèce de violence apparemment gratuite aux yeux des autres. Dans le langage qu'ils employaient, la discrimination était implicite. Il y avait une automatisation dans ce sens que tu savais quel était ton rôle. Mais la rébellion était déjà en moi, confuse, sans point de référence fondamental. Je me sentais coincée. Il y avait plusieurs possibilités. Ou bien tu te rebellais, mais alors tu te heurtais tout le temps à un mur. Ou bien tu utilisais le machisme pour te protéger. Il y avait aussi la voie conformiste : « *Je ne peux rien faire, alors je fais celle qui ne se rend pas compte* ». D'une certaine manière, tu évitais le problème (cela est très fréquent, mais tu en sors brisée).

**P.** : Moi, je militais déjà dans les groupes féministes, ce qui me rendait d'autant plus sensible au problème sur mon lieu de travail. Je donnais des cours à l'Université sur les méthodes de recherche en Sciences Sociales. Il y avait systématiquement des « bancs sceptiques » : les élèves-hommes commençaient la provocation. « *J'en sais plus que toi, je suis sûr que tu n'as pas lu tel livre...* ». J'encourageais avec succès les femmes à participer. J'ai, une fois, invité un professeur à donner une conférence sur un sujet dont il était spécialiste et, au moment des questions, ce sont les garçons qui, d'habitude ne parlaient pas, qui sont intervenus. Aucune femme n'a participé. Or, je savais que certaines avaient de très bonnes questions à poser. On pourrait croire qu'à l'Université les différences entre hommes et femmes s'effacent. Or les hommes mènent les discussions, ce sont eux qui ont les « idées brillantes ».

#### la F... respectueuse

J'ai aussi fait cours à la Faculté d'Ingénieurs, où il n'y avait pour ainsi dire que des garçons (3 filles au total). Quand une fille passait par là, ils l'interrogeaient, ils se moquaient, c'était plutôt traumatisant. Les professeurs-femmes allaient donner leur cours mortes d'angoisse, donc très sérieuses, très tendues. Mais j'ai eu pour ma part, l'impression de me trouver dans une autre faculté. Mes élèves me disaient vous, ils ne parlaient pas en classe, ils se montraient très respectueux. Et pourquoi ? Parce que j'étais à la place du professeur, on m'avait donné un rôle, j'avais un statut.

# ESSAIS DE CINÉMA - MEXIQUE

Je n'étais pas une simple fille qui passait par là. J'étais quelqu'un. Ils pensaient ce qu'ils voulaient dans leur for intérieur. Et je savais que certains se fichaient éperdument du cours que je donnais. Mais ils ne s'aventuraient pas à lever le petit doigt parce que je détenais un pouvoir.

— *Tu fais donc là référence au respect de la hiérarchie avec laquelle composerait, tout au moins au niveau formel, le machisme : il y a femme et femme.*

P. : C'est cela. Dans une faculté comme celle-là, on peut te respecter bien que tu sois une femme, si tu occupes une place, si tu as un rôle supérieur. Je dois dire que c'est une faculté très traditionnelle, mais au Mexique, c'est une règle générale. Au niveau de la famille et du comportement sexuel, on retrouve la même chose. La sacro-sainte fiancée, comme on dit, que l'on « respecte » jusqu'au jour du mariage. Avant, rien ; à partir du moment où c'est légal, tout. Cette rupture est impressionnante et très significative. On ne te respecte pas en tant que personne, mais en fonction de la place que tu occupes et des attributs que cette place te donne. Si tu es la sœur, l'épouse, la mère ou la fille, on prend soin de toi. Et les autres le savent, c'est la sœur d'Un Tel, c'est la fiancée d'Un Tel. C'est la propriété qu'un homme peut revendiquer sur toi qui te rend respectable, mais une femme seule est parfaitement violable. C'est très violent et cette violence tu la ressens dans la rue : on te touche, on te dit des choses... Ce n'est pas tous les jours. Ce n'est peut-être pas général. Mais cela arrive très, très fréquemment. On peut difficilement marcher, même dans les grandes avenues, sans se faire toucher. Et la nuit, il y a de quoi avoir peur de sortir seule de chez soi.

M. : Quand je devais prendre le métro, je m'armais d'un bout de fer ! Le métro est tellement bondé au Mexique. Il y a un endroit surtout, absolument terrible, plein à craquer, Pino Suárez. Pour s'y frayer un passage, il faut être athlétique. Au moment d'entrer ou de sortir, on te touche de tous côtés, avec toutes les mains imaginables. Je ne sais si je tapais qui je devais, mais je tapais ! C'est que ça te rend violente !

## mineure à perpétuité

— *Sur le plan du travail, as-tu fait l'expérience de la même violence ?*

M. : Ce sont des anecdotes qui me viennent à l'esprit ! Nous parlions du frère et du fiancé et cela me rappelle la façon dont je suis entrée à la cinémathèque. J'ai été embauchée grâce à mon compagnon. Au moment de rédiger mon contrat, c'est lui qu'on a appelé et c'est à lui qu'on a demandé : « *Combien veut-elle gagner ?* ». Et moi j'étais présente ! A., mon compagnon, ne comprenait pas. « *Mais demandez-le-lui !* » — « *Non, non, c'est à toi qu'on le demande* ». ▶



Plus tard, j'eus maille à partir avec un employé de la cinémathèque, qui me traita plutôt grossièrement. Forte de mon image de fille innocente, je me plaignis et la direction lui demanda de me présenter des excuses. Ce n'est pas moi qu'il alla trouver, mais mon compagnon. « *Présente-lui toutes mes excuses* ». Une autre fois encore, dont je me souviens très bien ! Je sortais juste de l'université. Mon compagnon m'avait invité à donner une conférence sur quelques stéréotypes féminins au cinéma. Il y avait une trentaine de garçons et pas une seule femme. Et cependant plusieurs filles suivaient ce cours. Les types avaient une attitude très provocatrice : « *Voyons voir à quoi tu joues* ». Si une femme pense à elle en tant que femme, elle ne peut être que lesbienne. Tout de suite l'extrême. Je m'attendais à ce type de provocations. J'avais deux alternatives : ou on engageait une dispute. Mais ils étaient en force ! ou je m'en sortais par une pirouette. J'ai répondu avec des blagues à caractère sexuel. Et cela leur a coupé l'herbe sous le pied. Ils n'auraient jamais pensé que je puisse oser ! Mais je dois dire que de mon côté je me sentais très mal.

— *Tu disais qu'il y avait normalement des filles à ce cours ? Ne serait-ce pas parce que vous alliez précisément traiter en classe du thème de la femme qu'elles avaient préféré ne pas venir ?*

M. : En effet, c'est une réaction très fréquente. Dès qu'il s'agissait d'analyser le problème de la condition féminine à partir d'un film ou d'une conférence, on prenait le risque de se heurter au refus des femmes elles-mêmes.

## quand on peut refuser d'être les jardiniers du machisme

P. : Ce refus vient de très loin. Le système social de représentations fait que la fille intérieurise très tôt la peur de ne pas correspondre à une image féminine « rentable ». Il était venu à l'idée de la directrice du lycée que j'ai fréquenté d'instaurer des cours de menuiserie et d'électricité pour les filles comme pour les garçons. Il s'est trouvé que les filles remportaient les meilleures notes. Mais au lieu d'en être contentes, elles en éprouvaient une espèce de honte. Elles interprétaient leur réussite sur un terrain traditionnellement masculin comme un manque de « féminité ». Certains parents, éprouvant la même peur, ont d'ailleurs exigé que les cours soient supprimés. Bien que l'éducation donnée à l'école soit en train d'évoluer et qu'on puisse supposer qu'elle aura une influence sur les mentalités, il n'en reste pas moins que ces changements ont du mal à franchir le seuil des maisons. Le machisme enrôle les femmes, et surtout les mères, dans sa propre reproduction. Ce sont elles qui font sentir à leurs fils qu'ils sont appelés à dominer. Elles contribuent à former la personnalité du *macho*, ce qui leur donne — par procuration — une parcelle de pouvoir.

## DOSSIER



— *Étant donné cette intériorisation par la femme du schéma de domination masculine, comment sont nés et comment ont été reçus les premiers groupes féministes ?*

P. : La première réunion eut lieu à la suite d'une conférence de Kate Millet à l'université, au début des années 70. Un groupe naquit, formé par des femmes, toutes intellectuelles ou du milieu intellectuel, qui fit l'expérience des petits groupes de style américain. Il s'appelait MAS (Mujeres en Acción Solidarias). Toutes les femmes avaient une idée particulière de ce que devait être le groupe : plus fermé, plus ouvert, de gauche ou pluraliste, s'adressant aux ouvrières plutôt qu'aux femmes de la classe moyenne, ou le contraire. Je crois que c'est à cause de cette divergence d'opinions que le groupe s'est divisé. Je me suis, pour ma part, intégrée à l'un des groupes issus de cette scission. Les femmes qui le constituaient ne voulaient pas croître en tant que mouvement organisé (elles refusaient cette structure), mais plutôt créer des groupes d'études.

Les situations étaient très différentes pour chacune d'entre nous : il y avait des femmes que leur mari battait parce qu'elles allaient aux réunions, et d'autres pour qui cela ne posait pas de problèmes. Bien que nous vivions des expériences très différentes, nous étions toutes conscientes de l'importance que revêtait la lutte sur le plan personnel et sur le plan du travail. Mais des problèmes, d'origines très diverses, se mélangeaient. Nous n'arrivions pas à les isoler, à les traiter séparément. C'est en arrivant ici que je me suis rendue compte de ce phénomène. Ici, la mobilisation se fait sur des sujets plus précis. Ce qui fait que la femme qui rencontre un problème particulier rencontre aussi le soutien d'un groupe particulier : ainsi, l'avortement ou le viol. Ces groupes peuvent de la sorte déployer une action efficace sur un point précis, écrire des lettres, faire des pétitions, exiger que l'État prenne des mesures... Là-bas tu te heurtes à l'absence de canal. Il n'y a pas de possibilités de défense, de solidarité. Et ceci est en grande partie dû au rejet violent que l'on rencontre chez beaucoup de femmes.

quand l'État  
fait avorter  
le débat...

— *Et au niveau des institutions, de l'État, quel accueil a reçu l'action des groupes de femmes ?*

P. : Au début, à l'époque des suffragettes, dans les années 50, le problème était différent : la Fédération des Femmes avait des revendications qui ne menaçaient pas le statu-quo : obtenir des garderies, davantage de droits constitutionnels (alors qu'au Mexique le fait qu'une droit figure dans la Constitution ne signifie pas forcément qu'il va être respecté). La violence spécifique contre

## DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS

les femmes est patente au Mexique. Le problème de l'avortement se pose avec acuité. Chaque année, des milliers de femmes meurent par suite d'un avortement. L'Année Internationale de la femme (1975) a été l'occasion pour le PRI (Partido Revolucionario Institucional) de récupérer le débat sur l'avortement. Une

### QUELQUES DONNÉES SUR L'AVORTEMENT

En octobre 1976, plusieurs journaux de Mexico informèrent que plus d'un million de femmes présentant des complications dues à l'avortement ont chaque année recours aux institutions de santé publique : Institut Mexicain de Sécurité Sociale (IMSS), Institut de Sécurité Sociale au Service des Travailleurs de l'État (ISSSTE), Ministère de la Santé et de l'Assistance Publique (SSA). Selon les chiffres officiels :

#### — Sur 100 femmes qui avortent :

34 ont recours au médecin ; 20 à la faiseuse d'anges ; 19 avortent elles-mêmes ; 8 ont recours à la sage-femme ; 5 à l'infirmière.

#### — Sur 100 femmes qui avortent :

24 se font faire un curetage ; 23 le font par introduction d'un corps étranger ; 15 par absorption de breuvages ; 14 se font des piqûres ; 6 prennent des médicaments par voie orale ; 3 pratiquent des exercices brutaux ou se donnent des coups.

— Un tiers des femmes qui avortent ont des complications ensuite.

— En 1973, l'avortement mal pratiqué était la cinquième cause de mortalité féminine du pays.

#### — Parmi les femmes qui avortent :

85 % sont catholiques ; 65 % sont mariées ou vivent en union libre ; 70 % sont mères de famille nombreuse ; 53 % ont entre 26 et 46 ans ; 49 % sont des femmes au foyer ; 19 % travaillent dans l'industrie ou dans les services.

Source : « *La Revuelta* »,  
journal d'un groupe féministe  
Mexico — Décembre 1976

partie du mouvement féministe s'est mise à collaborer avec le PRI en argumentant qu'« *il ne fallait pas être plus royaliste que le roi* », ni se marginaliser. L'occasion pouvait être mise à profit pour obtenir une avancée. Avec l'Année Internationale, le PRI a recruté beaucoup de femmes, et sous l'égide d'avocates et de



ent  
eu-  
la  
na-  
ne

femmes qui travaillaient dans les ministères, se mit à se pencher sur les problèmes de l'avortement, de la pauvreté, de la situation de la femme du paysan...

Ce qui bloque considérablement l'action des groupes féministes au Mexique et empêche que se propage la solidarité, c'est la situation même de la femme. Dans les classes moyennes, la femme est élevée pour être maîtresse de maison. Elle reste très imbibée de son rôle. C'est en fait un des bastions les plus forts du *machisme*. Même si elle entreprend des études, il est bien rare que le mariage n'y mette pas un terme. Dans la classe ouvrière, la situation de la femme paraît s'apparenter à celle de l'homme. Leurs origines paysannes, très proches et très présentes — dans les zones rurales, la femme participe au même titre que l'homme, en général, à la production — impliquent un sens de la famille différent. Le problème de la femme se pose certes dans la classe ouvrière, mais seulement une fois gagné le pain quotidien.

#### une cachette fantastique

— Quelles tentatives avez-vous faites pour étendre votre rayon d'action ?

P. : On a tenté de mener une action sur un plan concret, au niveau des luttes sur les lieux de travail. Mais notre groupe était trop clos sur lui-même, trop fermé sur une problématique d'intellectuelles de gauche. Nous n'arrivions pas à former un groupe qui réussisse à englober d'autres que nous, alors que nous étions absolument conscientes de la nécessité de mener une série de luttes à grande échelle. Les groupes féministes étaient en fait très rejetés par les femmes elles-mêmes. Ce rejet, ressenti à un niveau de masse, est d'ailleurs insidieusement présent dans le comportement et les réactions intimes de celles qui sont engagées. Des doutes m'assaillaient quant à ce que mon travail représentait pour moi. N'était-ce pas un refuge ? De même pour la participation dans les groupes. Je me demandais si pour beaucoup ce n'était pas une cachette fantastique. On est appelées à tomber dans beaucoup de pièges. Par exemple, et c'est bien typique du *machisme* subtil, les filles cherchent un mari qui leur soit supérieur en intelligence, en possibilités, et donc, à ce titre, garant de l'autorité. On est, en définitive, à la recherche du modèle d'autorité traditionnel.

#### une autre réalité, mais une problématique commune

— Quelles ont été les répercussions de votre arrivée ici ?

M. : Je me suis aperçue que les problèmes que j'avais ressen-

ti à un niveau très personnel et très solitaire — je n'ai jamais participé à une organisation féministe au Mexique — étaient aussi des problèmes vécus ici et dont on parlait à un niveau plus massif. Cela m'a beaucoup aidé, je me suis rendu compte qu'il ne s'agissait pas de fantasmes. Pour moi ce fut un grand pas de pouvoir parler de moi, de mes problèmes sexuels, de mon corps, de beaucoup de choses qu'au Mexique je n'aurais jamais dites.

Le bombardement idéologique que déclenchent les mouvements de femmes ici a beaucoup suscité ma réflexion. Je me suis beaucoup attachée à étudier leurs publications dans leur forme et dans leur contenu. Il n'est pas question de vouloir transposer ce qu'on a pu trouver ici. Mais il est toujours intéressant de savoir comment dire autre chose autrement.

P. : Pour moi, c'est d'abord sur le plan du couple qu'il s'est produit un changement très important. Ici, nous sommes tous les deux, avec un fils. Pas d'aide domestique, pour se décharger de quantité de problèmes quotidiens. Nous avons parlé de tout cela sur un plan théorique. Au Mexique, beaucoup d'hommes sont d'accord avec certaines revendications des mouvements féministes. Mais, quand vient l'heure de mettre cet accord en pratique, le changement est brutal ! La situation se présente de façon radicalement différente ici, et pour nous deux, cela a été intéressant. Cela nous manquait !

Là-bas, les énergies que je dépensais à me défendre, je les dépense ici à penser davantage. Je trouve qu'ici le mouvement des femmes a réellement réussi à établir un contact : l'information circule, des lieux de réunion se créent, des activités en commun s'organisent... Les luttes qui ne manquent pas de surgir entre les divers courants n'empêchent pas la progression, il y a quelque chose de vivant, une expression très plurielle. Bien que les contextes des deux pays soient très différents, je ressens profondément une problématique commune. Je ne ressens pas le même isolement que je ressentais là-bas.

#### « il n'y a pas de soutien ! »

— Comment voyez-vous l'avenir ?

P. : Il me semble qu'il faut, tout d'abord, se pencher sur les mécanismes sociaux qui te forment et qui limitent tes capacités. La question, à mon avis, ne se pose pas en termes d'égalité ou de différence avec l'homme. Le problème c'est que l'on doive suivre une voie : soit celle de « l'establishment » pur et simple, soit celle d'une pseudo-libération, qui t'enferme dans un autre système. Il faut remonter aux sources pour découvrir qui tu es et démontrer les mécanismes qui t'ont conditionnée. Tout est bon comme support de réflexion : un film, un livre, une activité quelconque. « Il n'y a pas de soutien ! ». Ce qu'il faut c'est tenter d'aller

DOSSIER



## DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS

aux racines du conditionnement. J'en vois très nettement la nécessité à mon niveau individuel. Mais il faut la projeter au niveau du groupe, car il n'est de solution que collective.

Que signifie, par exemple, la libération sexuelle ? Coucher avec 3 *machos* au lieu d'1 ? On voit bien que le changement doit être beaucoup plus radical, global. Si tu continues à être la même mère avec ton fils, quand il grandira il sera l'image de ce que tu refuses et peu lui importera que tu soies libérée ou non. Si nous ne mettons pas en question les mécanismes qui produisent nos attitudes traditionnelles, nous ne donnons aucun contenu concret à la liberté qu'on nous cherchons.

### BONNE, PATRONNE : MEME COMBAT ?

Le fait qu'en Amérique Latine les femmes d'amples secteurs sociaux (bourgeoisie et petite bourgeoisie) aient une ou plusieurs employées domestiques court-circuite le féminisme. Dès qu'une femme, dans ces classes, a un enfant et un foyer, elle a, au moins, une domestique. Domestiques le plus souvent issues de la campagne, émigrées à la ville à la recherche d'un travail. Les femmes qui travaillent à l'extérieur de leur foyer, et ont donc la possibilité d'avoir un type d'existence non réduit à l'espace domestique, s'appuient en fait sur l'esclavage d'une autre femme. Pour celles qui ont une certaine conscience, cela représente une grave contradiction.

Quelles luttes communes lorsqu'un tel abîme social sépare les unes des autres, et que l'esclavage des unes permet une ébauche de libération chez les autres ?

— *C'est-à-dire que pour changer ton rôle, tu dois aussi changer le morceau de société dans lequel tu es impliquée ?*

P. : « *Une fois libérée l'humanité, la femme sera libérée* » est un slogan dont on nous a rebattu les oreilles. Nous savons tous qu'il faut faire la révolution...

M. : S'interroger sur les faits les plus intimes, les niveaux les plus menus de la réalité engendre forcément une transformation. Ne pas se laisser bercer par les normes d'un parti ou d'une organisation t'aide à voir certains problèmes ; et ce sont souvent les tentatives que tu fais pour résoudre ces problèmes qui t'aident à te transformer.

Propos recueillis par  
Michèle Mattelart et Catherine Bastard

### DU CHILI A LA FRANCE L'EXIL : LES DOULEURS D'UNE NOUVELLE NAISSANCE

L'exil est une situation transitoire, bien que l'on soit conscient qu'elle peut durer longtemps. L'avenir est incertain, on vit une absence. Parfois on se demande s'il n'aurait pas mieux valu rester là-bas. On éprouve une certaine culpabilité. Je me sens fière d'être restée deux ans à l'intérieur. En exil on se sent à l'arrière-garde de la lutte.

Professionnellement, il faut repartir à zéro. Sur le plan affectif, c'est la rupture. Je me sens étrangère, même à la nature, qui est pourtant belle, mais qui n'est pas la mienne. Même l'expression des sentiments, qui peut être magnifique, ne correspond pas à la mienne. Je ne comprends pas la réalité d'ici, parce que j'ai un désir inconscient de ne pas la comprendre : ce n'est pas le lieu de mes amours, ce n'est pas mon atmosphère, ce n'est pas le lieu de mes luttes. Le passé est trouble et le futur flottant. Vu de l'extérieur tout semble aller : j'ai une maison qui marche, allège, ouverte ; j'aide mon fils à s'insérer à l'école. Mais je me sens marginale. La seule chose qui me soutient c'est d'accueillir chez moi qui a vécu la même réalité.

\*Professeur de philosophie. 44 ans.

Je suis sur la défensive, j'aimerais rentrer au Chili. Je n'aime pas penser à ce qu'est devenue ma vie, à ce que j'ai laissé derrière moi. Cette société corrompue ne me dit rien qui vaille pour mes enfants.

Je suis une femme pratique : je veux gagner de l'argent pour aider les miens qui sont restés là-bas.

\*Comptable. 31 ans. Mariée. 2 enfants, en attend un autre (enceinte de 7 mois).

Je me sens marginale, les rues ne m'appartiennent pas, et pourtant Paris est beau et je sens qu'il existe une liberté immense qui parfois me déroute. J'ai peur que mes enfants s'intègrent ici, je me sentirais encore plus mal.

Peut-être que si j'étudiais je me sentirais mieux ici, j'aurais l'impression de préparer le retour, mais la lutte pour l'existence ne le permet pas.



Le passé s'est arrêté et j'aimerais le continuer, mais comment ? Ma famille est mon unique raison de vivre ; à la maison je peux enfin respirer l'air qui m'appartient, celui du Chili.

\*Maîtresse de maison. 38 ans. Mariée. 3 enfants.

J'essaie de vivre cette étape forcée de manière à en tirer la plus grande expérience possible. J'essaie de ne pas vivre comme parasite, d'affronter toutes les contradictions que je peux ressentir en tant qu'exilée et en tant que femme.

Je suis partie du Chili très jeune, j'avais 18 ans, c'est peut-être pour cela que je ne me sens pas désespérée, je sais que je rentrera, et je dois rentrer mieux préparée. Je crois que c'est une étape importante sur le plan politique et qu'il ne faut pas passer son temps à se lamenter. Je m'intéresse aux problèmes politiques français bien que je ressente tout l'abîme qu'il y a entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Je me heurte à quantité de problèmes dans la vie quotidienne : le racisme, le manque de travail, l'instabilité émotionnelle. Ma perspective politique m'aide à les surmonter. Mais, comme tout le monde, je me sens parfois mal. Et c'est seulement avec mes amis que je me sens revivre toute entière.

\*Étudiante. 21 ans. Ex-prisonnière. Militante.

L'exil : être en suspens, ne pas avoir de racines, se sentir étrangère à tout, être morte-vivante, ne pas pouvoir participer, être simplement spectatrice des mœurs différentes. L'exil c'est vivre dans la nostalgie des choses qu'on a laissées, c'est vivre du passé.

Les Français de gauche sont si différents, ils ne vivent pas les mêmes luttes que celles que nous avons pu vivre. Leur fraternnalisme est parfois exagéré.

Entendre parler une autre langue dans la rue me fait sentir le poids des différences. Ce n'est pas que je rejette les Français, mais je ne me sens rien en commun. Ici, je ne meurs pas de faim, mais je ne me sens pas réalisée, je ne me sens pas de perspectives.

Je travaille comme employée de maison chez des Français progressistes qui, lorsqu'ils reçoivent, me présentent : « Une Telle, professeur au Chili, et qui en est réduite à travailler comme femme de ménage ». Et moi, je me sens comme un oiseau en cage.

\*Professeur à l'Université Technique de l'État au Chili. 34 ans. Célibataire. Mère d'un enfant.

## QUAND FAIRE LA QUEUE DEVIENT RÉSISTANCE

Celia Guevara, 48 ans, l'une des sœurs du « Che », est en train de mener une intense campagne en Europe, pour faire connaître la situation des prisonniers politiques en Argentine, pays qu'elle a dû abandonner à la fin de l'année 1976. Son frère benjamin, Juan Martín, est en prison depuis février 75. Il n'a toujours pas été jugé.

— Depuis de longues années tu sais ce que « faire la queue » veut dire ?

Celia : Dès que l'on met quelqu'un de ton entourage en prison, tu commences à aller le voir et tu dois « faire la queue ». A Villa Devoto, où était Juan Martín, on avait le droit de visiter le dimanche. Ensuite, ce fut le vendredi, de telle sorte qu'il était difficile à celles qui travaillaient d'y aller. De 1 heure du matin à 7 h du soir, il y avait des queues. D'abord à l'extérieur de Villa Devoto, ensuite à l'entrée. Là, on te fouillait, on prenait tes empreintes digitales deux ou trois fois, puis on recommençait à te fouiller — de façon très humiliante — à l'intérieur ; ensuite, il fallait refaire la queue, une fois dans la prison, puis la fouille recommençait, après ils comparaient tes empreintes digitales avec celles de tes papiers, et ainsi de suite... Finalement, tu voyais moins les prisonniers que leurs proches.

— Peut-on dire qu'un vrai mouvement de résistance des proches des prisonniers et surtout des femmes s'est formé au fil du temps ?

C. : Bien sûr ! Nous sommes devenues masse. Après le coup d'État, les militaires nous ont supprimé le droit de visite. Ils ne nous laissaient même pas apporter de nourriture aux détenus, auxquels ils avaient interdit les promenades. Nous, nous voulions savoir ce qui se passait.

Alors, toutes les femmes, surtout les plus vieilles (car on supposait qu'elles risquaient moins gros) ont commencé à donner des coups de pieds dans la porte de Villa Devoto. Les policiers sont arrivés et les ont mises en joue. Elles leur criaient : « merde aux militaires ! » en écartant les fusils. C'était, pour la plupart, des vieilles femmes qui n'avaient aucune idée de politique.

Au début, les formes de résistance et de luttes étaient spontanées. Ensuite, elles s'organisèrent, mais on ne savait pas quelles étaient les têtes du mouvement. Et c'était mieux ainsi car, une fois, à la fin des visites, les militaires arrêtèrent une jeune femme et la torturèrent pour savoir qui fomentait ce mouvement. Au bout de quelques jours ils l'ont relâchée. Il est évident que la so-

## DOSSIER



## DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS

aux racines du conditionnement. J'en vois très nettement la nécessité à mon niveau individuel. Mais il faut la projeter au niveau du groupe, car il n'est de solution que collective.

Que signifie, par exemple, la libération sexuelle ? Coucher avec 3 *machos* au lieu d'1 ? On voit bien que le changement doit être beaucoup plus radical, global. Si tu continues à être la même mère avec ton fils, quand il grandira il sera l'image de ce que tu refuses et peu lui importera que tu sois libérée ou non. Si nous ne mettons pas en question les mécanismes qui produisent nos attitudes traditionnelles, nous ne donnons aucun contenu concret à la liberté que nous cherchons.

### BONNE, PATRONNE : MEME COMBAT ?

Le fait qu'en Amérique Latine les femmes d'amples secteurs sociaux (bourgeoisie et petite bourgeoisie) aient une ou plusieurs employées domestiques court-circuite le féminisme. Dès qu'une femme, dans ces classes, a un enfant et un foyer, elle a, au moins, une domestique. Domestiques le plus souvent issues de la campagne, émigrées à la ville à la recherche d'un travail. Les femmes qui travaillent à l'extérieur de leur foyer, et ont donc la possibilité d'avoir un type d'existence non réduit à l'espace domestique, s'appuient en fait sur l'esclavage d'une autre femme. Pour celles qui ont une certaine conscience, cela représente une grave contradiction.

Quelles luttes communes lorsqu'un tel abîme social sépare les unes des autres, et que l'esclavage des unes permet une ébauche de libération chez les autres ?

— C'est-à-dire que pour changer ton rôle, tu dois aussi changer le morceau de société dans lequel tu es impliquée ?

P. : « Une fois libérée l'humanité, la femme sera libérée » est un slogan dont on nous a rebattu les oreilles. Nous savons tous qu'il faut faire la révolution...

M. : S'interroger sur les faits les plus intimes, les niveaux les plus menus de la réalité engendre forcément une transformation. Ne pas se laisser bercer par les normes d'un parti ou d'une organisation t'aide à voir certains problèmes ; et ce sont souvent les tentatives que tu fais pour résoudre ces problèmes qui t'aident à te transformer.

Propos recueillis par  
Michèle Mattelart et Catherine Bastard

### DU CHILI A LA FRANCE L'EXIL : LES DOULEURS D'UNE NOUVELLE NAISSANCE

L'exil est une situation transitoire, bien que l'on soit conscient qu'elle peut durer longtemps. L'avenir est incertain, on vit une absence. Parfois on se demande s'il n'aurait pas mieux valu rester là-bas. On éprouve une certaine culpabilité. Je me sens fière d'être restée deux ans à l'intérieur. En exil on se sent à l'arrière-garde de la lutte.

Professionnellement, il faut repartir à zéro. Sur le plan affectif, c'est la rupture. Je me sens étrangère, même à la nature, qui est pourtant belle, mais qui n'est pas la mienne. Même l'expression des sentiments, qui peut être magnifique, ne correspond pas à la mienne. Je ne comprends pas la réalité d'ici, parce que j'ai un désir inconscient de ne pas la comprendre : ce n'est pas le lieu de mes amours, ce n'est pas mon atmosphère, ce n'est pas le lieu de mes luttes. Le passé est trouble et le futur flottant. Vu de l'extérieur tout semble aller : j'ai une maison qui marche, allège, ouverte ; j'aide mon fils à s'insérer à l'école. Mais je me sens marginale. La seule chose qui me soutient c'est d'accueillir chez moi qui a vécu la même réalité.

\*Professeur de philosophie. 44 ans.

Je suis sur la défensive, j'aimerais rentrer au Chili. Je n'aime pas penser à ce qu'est devenue ma vie, à ce que j'ai laissé derrière moi. Cette société corrompue ne me dit rien qui vaille pour mes enfants.

Je suis une femme pratique : je veux gagner de l'argent pour aider les miens qui sont restés là-bas.

\*Comptable. 31 ans. Mariée. 2 enfants, en attend un autre (enceinte de 7 mois).

Je me sens marginale, les rues ne m'appartiennent pas, et pourtant Paris est beau et je sens qu'il existe une liberté immense qui parfois me déroute. J'ai peur que mes enfants s'intègrent ici, je me sentirais encore plus mal.

Peut-être que si j'étudiais je me sentirais mieux ici, j'aurais l'impression de préparer le retour, mais la lutte pour l'existence ne le permet pas.

Le passé s'est arrêté et j'aimerais le continuer, mais comment ? Ma famille est mon unique raison de vivre ; à la maison je peux enfin respirer l'air qui m'appartient, celui du Chili.

\*Maîtresse de maison. 38 ans. Mariée. 3 enfants.

J'essaie de vivre cette étape forcée de manière à en tirer la plus grande expérience possible. J'essaie de ne pas vivre comme parasite, d'affronter toutes les contradictions que je peux ressentir en tant qu'exilée et en tant que femme.

Je suis partie du Chili très jeune, j'avais 18 ans, c'est peut-être pour cela que je ne me sens pas désespérée, je sais que je rentrera, et je dois rentrer mieux préparée. Je crois que c'est une étape importante sur le plan politique et qu'il ne faut pas passer son temps à se lamenter. Je m'intéresse aux problèmes politiques français bien que je ressente tout l'abîme qu'il y a entre l'Europe et l'Amérique Latine.

Je me heurte à quantité de problèmes dans la vie quotidienne : le racisme, le manque de travail, l'instabilité émotionnelle. Ma perspective politique m'aide à les surmonter. Mais, comme tout le monde, je me sens parfois mal. Et c'est seulement avec mes amis que je me sens revivre toute entière.

\*Étudiante. 21 ans. Ex-prisonnière. Militante.

L'exil : être en suspens, ne pas avoir de racines, se sentir étrangère à tout, être morte-vivante, ne pas pouvoir participer, être simplement spectatrice des mœurs différentes. L'exil c'est vivre dans la nostalgie des choses qu'on a laissées, c'est vivre du passé.

Les Français de gauche sont si différents, ils ne vivent pas les mêmes luttes que celles que nous avons pu vivre. Leur fraternalisme est parfois exagéré.

Entendre parler une autre langue dans la rue me fait sentir le poids des différences. Ce n'est pas que je rejette les Français, mais je ne me sens rien en commun. Ici, je ne meurs pas de faim, mais je ne me sens pas réalisée, je ne me sens pas de perspectives.

Je travaille comme employée de maison chez des Français progressistes qui, lorsqu'ils reçoivent, me présentent : « Une Telle, professeur au Chili, et qui en est réduite à travailler comme femme de ménage ». Et moi, je me sens comme un oiseau en cage.

\*Professeur à l'Université Technique de l'Etat au Chili. 34 ans. Célibataire. Mère d'un enfant.



### QUAND FAIRE LA QUEUE DEVIENT RÉSISTANCE

Celia Guevara, 48 ans, l'une des sœurs du « Che », est en train de mener une intense campagne en Europe, pour faire connaître la situation des prisonniers politiques en Argentine, pays qu'elle a dû abandonner à la fin de l'année 1976. Son frère benjamin, Juan Martín, est en prison depuis février 75. Il n'a toujours pas été jugé.

— Depuis de longues années tu sais ce que « faire la queue » veut dire ?

Celia : Dès que l'on met quelqu'un de ton entourage en prison, tu commences à aller le voir et tu dois « faire la queue ». A Villa Devoto, où était Juan Martín, on avait le droit de visiter le dimanche. Ensuite, ce fut le vendredi, de telle sorte qu'il était difficile à celles qui travaillaient d'y aller. De 1 heure du matin à 7 h du soir, il y avait des queues. D'abord à l'extérieur de Villa Devoto, ensuite à l'entrée. Là, on te fouillait, on prenait tes empreintes digitales deux ou trois fois, puis on recommençait à te fouiller — de façon très humiliante — à l'intérieur ; ensuite, il fallait refaire la queue, une fois dans la prison, puis la fouille recommençait, après ils comparaient tes empreintes digitales avec celles de tes papiers, et ainsi de suite... Finalement, tu voyais moins les prisonniers que leurs proches.

— Peut-on dire qu'un vrai mouvement de résistance des proches des prisonniers et surtout des femmes s'est formé au fil du temps ?

C. : Bien sûr ! Nous sommes devenues masse. Après le coup d'État, les militaires nous ont supprimé le droit de visiter. Ils ne nous laissaient même pas apporter de nourriture aux détenus, auxquels ils avaient interdit les promenades. Nous, nous voulions savoir ce qui se passait.

Alors, toutes les femmes, surtout les plus vieilles (car on supposait qu'elles risquaient moins gros) ont commencé à donner des coups de pieds dans la porte de Villa Devoto. Les policiers sont arrivés et les ont mises en joue. Elles leur criaient : « merde aux militaires ! » en écartant les fusils. C'était, pour la plupart, des vieilles femmes qui n'avaient aucune idée de politique.

Au début, les formes de résistance et de luttes étaient spontanées. Ensuite, elles s'organisèrent, mais on ne savait pas quelles étaient les têtes du mouvement. Et c'était mieux ainsi car, une fois, à la fin des visites, les militaires arrêtèrent une jeune femme et la torturèrent pour savoir qui fomentait ce mouvement. Au bout de quelques jours ils l'ont relâchée. Il est évident que la so-

## DOSSIER



lidarité de tous ces proches qui s'occupent sans relâche des prisonniers — aussi bien physiquement que moralement — « dérange » les militaires. C'est une force politique de dénonciation très importante qui a ensuite donné lieu au mouvement des Mères de la Place de Mai.

C'est aussi dans ce mouvement que j'ai appris l'importance pour un prisonnier de recevoir de nombreuses lettres. Une petite fille de 14 ans était la seule visiteuse de son jeune oncle en prison. Elle copiait des contes, des histoires dans de vieilles encyclopédies qu'elle trouvait chez elle. Et, avec toutes ces trouvailles, elle lui écrivait tous les jours de longues lettres...

Propos recueillis  
par Matilde Herrera et Liliana González

## LA BOLIVIE AU COEUR

## LE DOUBLE COURAGE D'AIDA

La répression m'a chassée de Bolivie, mais elle m'a suivie ici. Ce n'est pas de l'hallucination, c'est une réalité bien concrète. Je suis arrivée seule à Paris. Je venais de passer deux ans en prison, dont neuf mois à l'hôpital, où j'étais gardée nuit et jour. En dépit de mon état de santé, j'ai dû travailler comme concierge : je fais le ménage de l'immeuble, je distribue le courrier et je sors les poubelles tous les jours. Certaines personnes me traitent sans beaucoup de considération.

Un jour — c'est là que la répression intervient et se superpose à d'autres problèmes — mon patron m'a notifié par lettre l'interdiction d'avoir des affiches politiques dans ma loge, que je considère comme privée. Tel ailleurs été l'avis de mon syndicat, la CFDT, où je suis affiliée depuis mon arrivée en France (j'ai, en effet, pensé que je devais me syndiquer ici, comme je l'avais fait en Bolivie). Dans cette lettre, mon patron me faisait savoir qu'il ne me paierait pas tant que les affiches il y en avait deux, et il y en a toujours deux ! — resteraient collées au mur. Je suis allée à la CFDT qui m'a prêté main forte et nous avons obtenu gain de cause. Mais ce n'est qu'à la fin du mois de décembre que j'ai reçu mon salaire d'octobre. Dans sa réponse à la CFDT, mon patron rétorqua qu'il était dans son droit, que je pouvais faire ce que je voulais, *en dehors* de mon logement. Voilà un exemple de conflit que j'ai vécu dans mon travail. Mais il y en a d'autres sur le plan affectif, dans mes relations avec mes enfants, mon dernier en particulier, j'ai vraiment senti le poids de l'exil.

J'étais sortie de prison, j'avais retrouvé la liberté, une liberté toute relative : je devais quitter la Bolivie, mais je devais aussi

## DES VOIX DE LATINO-AMÉRICAINES A PARIS

abandonner mes trois enfants. Une fois en exil, j'ai fait venir deux d'entre eux. Ma fille aînée, qui a 26 ans, est restée en Bolivie. Ce qui est grave avec les enfants, c'est qu'on les embarque dans sa galère. Mon fils m'a souvent fait réfléchir et penser que lui aussi est un être, et que, lui aussi, a ses propres problèmes. Et pour moi, ce sont doublement des problèmes. Je ne peux plus penser que je suis la seule à avoir des soucis. Il y a, d'une part, les miens, et, en plus, la préoccupation de savoir que tout ceci se répercute terriblement sur la formation de mon fils, sur son adaptation : quand il est arrivé, il s'est senti complètement déraciné. Il a une personnalité... je ne sais pas jusqu'à quel point je peux le dire... un sens des responsabilités... Il s'est acharné à apprendre la langue. Maintenant il a comblé son retard et il suit normalement ses études. Il a eu tellement de mal à s'adapter ici que le retour au pays représente un autre déracinement. Ici, il n'y a pas de persécution directe. Ma présence quotidienne lui garantit une certaine stabilité.

Quand il était plus jeune, en Bolivie, nous avions été ensemble dans les mines. Il a vu dans quelles conditions vivent les familles des mineurs. Nous avions partagé leur maigre repas, nous avions vécu leur réalité pendant quelques jours. Il connaît les problèmes. Il était là quand on nous a arrêtés mon mari et moi. Le souvenir des impressions qu'il a ressenties alors, l'a aidé à comprendre. Mais on ne peut pas dire qu'il s'agit d'un enfant mûr, qui comprend bien comment tout cela s'enchaîne. Maintenant il veut rester ici. Il ne veut pas entendre parler d'un retour en Bolivie, car il associe la Bolivie à la répression. A certains moments, il me donne raison. Il me dit : « *c'est bien, tu te bats pour que les gens qui peinent aient une vie meilleure, mais nous sommes là, nous aussi, tes enfants* ».

C'est vrai qu'ils n'ont pas choisi cette vie. Parfois, je me sens profondément déchirée, parce que j'ai deux missions importantes à remplir, une envers mes enfants et une envers la société. Je sais qu'ils ont en partie raison quand ils me disent : « *tu vas retourner là-bas et tu n'es même pas sûre qu'on va te rendre ton poste* ». Et comment va-t-on se retrouver, comment allons-nous vivre, qu'est-ce que tu nous offres ? »

Mes aînés me comprennent mieux. Ils sont solidaires avec moi. Ils se sont formés à la dure aussi. Je dirais qu'ils ont très vite mûris. A 12, 14 ans, ils se sentaient déjà des adultes. L'aînée, ma fille, a 26 ans maintenant, le second 21 et le dernier 14. C'est celui-là qui a le plus besoin d'attention.

Il y a d'autres responsabilités auxquelles je sais n'avoir pas répondues. Je lutte pour une société meilleure et je n'ai pas été capable d'offrir à ma mère des jours plus heureux. Il m'arrive de me sentir profondément lésée et déçue. Pourtant il y a un devoir à remplir et ce devoir est de retourner.

\*Aïda était institutrice, en Bolivie, et dirigeante du syndicat des instituteurs.

D.R.



Fafá Taveras

# Un nouveau printemps pour le patriarche ?

Le peuple dominicain votera le 16 mai pour désigner un nouveau président. Le vainqueur probable de ce scrutin sera... l'actuel président Joaquín Balaguer, élu frauduleusement en 1966. Cette « élection » fut le couronnement d'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire latino-américaine : l'invasion, le 28 avril 1965, de la république dominicaine par les forces militaires des États-Unis, en particulier la 82ème division de marines, stationnée à Porto Rico.

Sous prétexte de « protéger la vie des citoyens américains », comme le déclara alors le président Lyndon Johnson, 42.000 soldats envahirent l'île et, après plusieurs mois de sanglants combats, écrasèrent les forces constitutionnalistes dirigées par le colonel Francisco Camaño Deno. Le vrai motif était d'écraser dans l'œuf un mouvement démocratique qui avait renversé un gouvernement tout dévoué aux États-Unis. La république dominicaine avait déjà connu ce type de manœuvre. Elle avait déjà été occupée par l'armée américaine de 1916 à 1918 qui avait laissé sur place une armée nationale formée par ses soins. Cette armée devait, cinquante ans plus tard, être battue par les forces constitutionnalistes.

De 1930 à 1961, le pays fut gouverné par un dictateur de type classique en Amérique Centrale, Rafael Leonidas Trujillo qui noya dans le sang toute opposition. Tué par une conspiration, il fut remplacé à la présidence par le démocrate Juan Bosch, éliminé par un coup d'État. Le « printemps » du gouvernement Bosch fut le résultat de l'intense lutte de masses qui se développa après la mort de Trujillo et ne cessa qu'avec son écrasement par l'invasion américaine de 1965.

Quelles perspectives ouvrent des élections dans ce morceau d'île ? Un dirigeant de la gauche dominicaine, Fafá Taveras, fait une analyse de la situation pour *Urgent AMÉRIQUE LATINE*. Ancien membre du comité central du Mouvement du 14 juin, l'un des piliers de l'Alliance Constitutionnelle qui livra la guerre d'avril contre l'invasion, Fafá Taveras vient de fonder un nouveau parti, le NCT (Núcleo Comunista de los Trabajadores).

C.A.G.

L'impérialisme américain a joué un rôle de premier plan dans l'établissement et l'élimination de la dictature de Trujillo. En 1961, le capitalisme mondial se trouvait dans un processus de réorganisation de la division internationale du travail. On passait de l'époque de l'échange inégal à celle d'une accélération de l'accumulation, les USA ayant besoin de produire chaque fois davantage des technologies avancées qui garantissent sa domination de première puissance mondiale. Cette réorganisation entraînait un changement des rapports de classes dans les pays dépendants. Bien sûr, d'autres facteurs jouèrent en faveur de l'élimination de Trujillo : le triomphe de la révolution cubaine, l'activité accrue des exilés dominicains, l'attentat contre Betancourt dirigé par Trujillo et les sanctions de l'OEA, mais l'élément décisif et fondamental fut le changement de la politique américaine. Ceci explique pourquoi la disparition de Trujillo se traduisit par un renforcement des groupes loaux dominants et non par une transformation sociale profonde. L'élimination de Trujillo ouvrit les portes à la bourgeoisie d'affaires, grâce à un rapide accroissement de la consommation couvert par les importations, augmentant la dépendance de l'économie dominicaine.

En 1961, commence dans le pays un processus de démocratisation. Les masses populaires entrent sur la scène

politique, les syndicats s'organisent dans le secteur sucrier et dans les services, créant une puissante force ouvrière, l'Université d'État, seule institution d'enseignement supérieur, voit se développer un mouvement étudiant d'avant-garde. Ces deux forces auront une participation décisive dans les événements politiques de cette période.

En 1963, soutenu par de larges secteurs populaires et une partie de la bourgeoisie, le professeur Juan Bosch, leader du Parti Révolutionnaire Dominicain, monte au pouvoir. Ce gouvernement fut un essai de rétablissement de la démocratie représentative. Les quelques réformes qu'il appliquera serviront de prétexte à la bourgeoisie d'affaires, à la mission militaire américaine et aux chefs de l'armée dominicaine pour déclencher un coup d'État, le 25 septembre 1963. Les contradictions entre les différents secteurs de la bourgeoisie, les Forces armées et la pression populaire conduisirent à l'insurrection d'avril 1965, dirigée par le colonel Camano. Sous prétexte de protéger la vie de leurs ressortissants, les États-Unis intervinrent avec quarante-deux mille marines.

#### rétablir l'ordre

L'ordre restauré et le fonctionnement des institutions garanti, le nouveau gouvernement, né d'une consultation électorale contrôlée par les troupes d'occupation, se consacra à créer les conditions favorables aux investissements privés. La paix et la réduction des tensions sociales devaient être assurées à tout prix. La majorité des événements sociaux et politiques de cette période sont en relation avec ce projet vital pour le nouveau modèle économique. La paix fut imposée par la force et toutes les protestations étouffées par la violence. Toutes les organisations politiques, syndicales, ouvrières, paysannes, universitaires ou simplement culturelles furent démantelées. Aucune dissidence ne fut tolérée et n'échappa à la répression.

Les principaux dirigeants disparurent ou furent emprisonnés, assassinés ou déportés. Même Juan Bosch, le perdant des élections de 1966, dut s'exiler en Europe pour quatre ans.

La semaine de travail passa de quarante quatre à quarante huit heures. Des milliers de travailleurs furent licenciés, les coûts de production devant diminuer grâce à une réduction de la main-d'œuvre et une augmentation de l'exploitation salariale. Les entreprises avaient atteint leurs objectifs.

Depuis 1965, la république dominicaine est devenue un paradis pour l'investissement étranger. Aussi aujourd'hui, le capital monopliste, surtout améri-

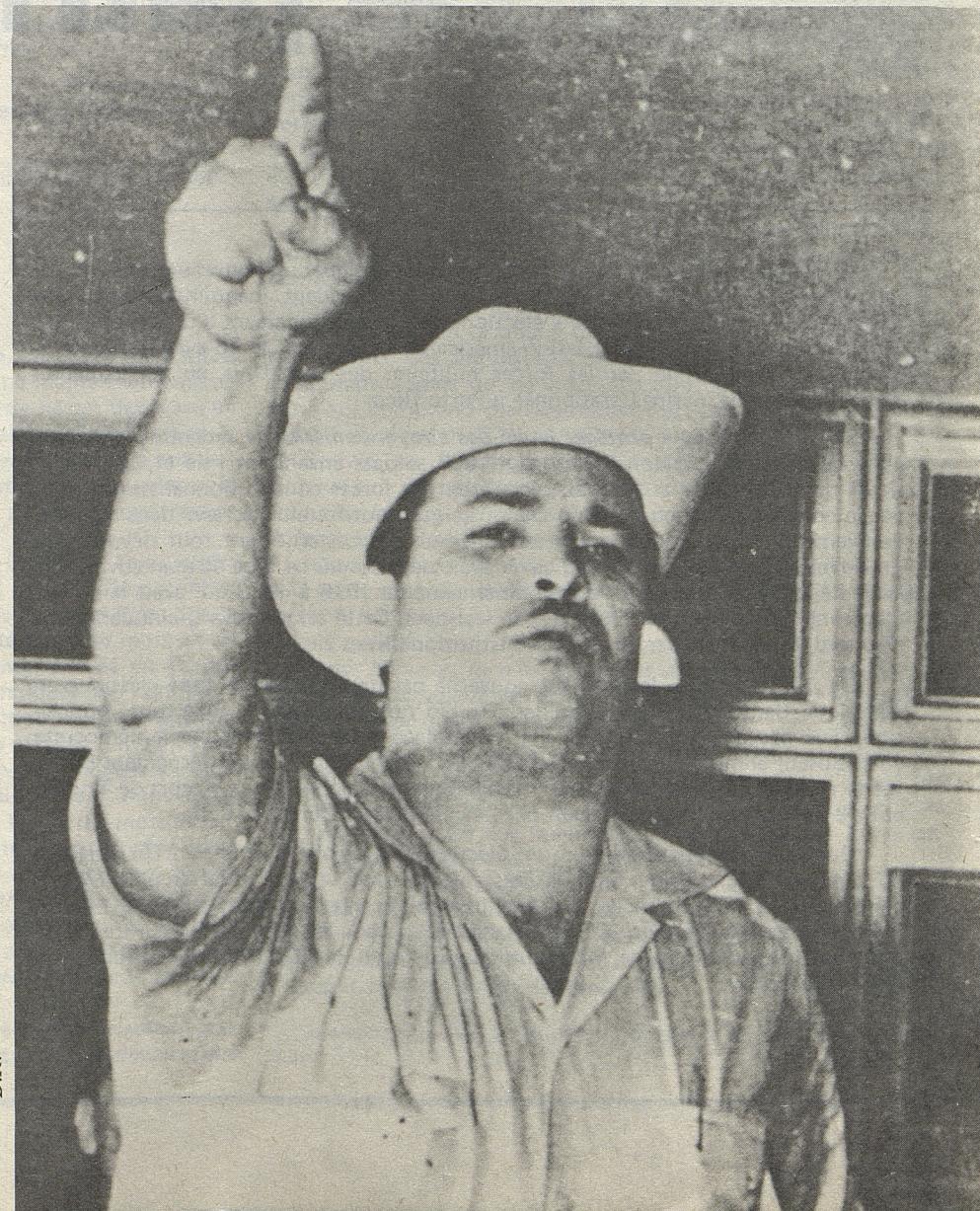
cain, contrôle directement ou indirectement les secteurs vitaux de l'économie : Les mines (dont les exportations représentent 20 % des devises du pays), plus de 40 % des investissements bancaires, 52 % de l'épargne nationale, tout le système bancaire depuis la Junta Monétaire jusqu'aux soi-disant banques nationales. Le contrôle est total sur les transports maritimes et la majorité des transports aériens. Le monopole est absolu sur la plupart des services publics (téléphones, télégraphes et télex, etc.). Enfin, il existe plusieurs zones industrielles franches au gré des intérêts étrangers, un large secteur d'entreprises substitutives d'importations qui produisent des produits américains pour le marché dominicain, le maniement direct ou indirect des principales ressources touristiques dont l'infrastructure est développée sans coûts additionnels, les crédits monétaires sont convertis en prêts liés à l'État dominicain et les excédents agri-

coles vendus à des conditions onéreuses<sup>1</sup>. Dans ces conditions, le taux de croissance du PIB a été, entre 1969 et 1973, un des plus élevés d'Amérique Latine, atteignant 11,2 % par an.

Quand le docteur Balaguer arriva au pouvoir en 1966, la dette externe atteignait 158,1 millions de dollars. En 1973, elle était de 1.102 millions. Entre 1966 et 1974, le pays a payé en intérêts 239,9 millions de dollars. Pendant la même période, les déficits dans les comptes courants de la balance des paiements ont atteint 1.107 millions. Autant d'éléments caractéristiques du développement d'un capitalisme dépendant. La concentration croissante du revenu en est un autre. En 1970, 25 % des familles détenaient 66,4 % du revenu disponible. En 1973, elles en détenaient 71,01 %. Aujourd'hui, autour de 80 %.

1. Carlos Vilas, *La política de dominación en la república dominicana*.

Le colonel Camano





A la campagne, d'après une enquête de l'OIT, 60 % des agriculteurs ont un revenu mensuel qui ne dépasse pas 35 dollars (168 F). Le nombre de paysans sans terre augmente, de même que l'immigration urbaine. L'enquête révèle que 6.000 personnes s'ajoutent chaque année à l'armée des chômeurs.

#### le mécontentement populaire et les élections

Au cours de cette campagne électorale, le mécontentement des Dominicains devant la politique anti-populaire du gouvernement se manifeste par d'impressionnantes concentrations. Certains secteurs de l'Église catholique — dont l'influence est notable dans la population — ont pris position contre la réélection et utilisent de leur influence pour créer une conscience d'opposition.

Dans la classe dominante, les luttes entre les fractions de la bourgeoisie ont brisé l'unité assurée par Balaguer. Le gouvernement actuel est répudié par la majorité des Dominicains. Pourtant, cela n'est peut-être pas suffisant pour que Balaguer quitte le pouvoir. Son expérience et l'efficacité avec laquelle il a servi le capital monopoliste font que, malgré son âge avancé et sa santé chancelante, il peut compter sur l'appui des Forces Armées et celui des multinationales.

La volonté du peuple dominicain n'inspire aucune crainte à l'hégémonie américaine. Les États-Unis savent que

le prolétariat est absent du débat politique et que le mécontentement populaire est canalisé par le Parti Révolutionnaire Dominicain qui seul dispute à Balaguer son poste de serviteur du capital monopoliste étranger. Le PRD, affilié à l'Internationale Socialiste, ne met pas en cause la dépendance. Il a garanti aux secteurs balagueristes enrichis le respect des résultats électoraux, sanctionnant ainsi les manœuvres frauduleuses du gouvernement.

Si le coût politique du maintien au pouvoir du docteur Balaguer s'avérait trop élevé pour les États-Unis, plusieurs solutions pourraient alors apparaître. De la formule du gouvernement militaire à celle intégrant une partie de l'opposition. Les fonctionnaires de l'ambassade américaine et les moyens d'informations recherchent l'état de tension minimum, qui assurera au moindre coût la continuité du contrôle de l'Empire.

Les autres partis de l'opposition bourgeoise n'ont aucun poids. Juan Bosch, qui démissionna il y a quatre ans de la direction du PRD, a créé, avec une partie de ses dirigeants, le Parti de la Libération Dominicaine. Sa politique se résume à participer aux élections en vue de promouvoir son parti, faisant des attaques au PRD l'essentiel de son action.

#### l'impuissance et la dispersion de la gauche

Pendant que les États-Unis restaurent leur domination et contrôlaient

notre économie et notre société par les multinationales et différents mécanismes de pénétration, la gauche créole faisait comme si la résistance populaire n'avait pas été vaincue par l'intervention de 1965. Ignorante du modèle économique et social qui s'instaurait, elle commença à se diviser, facilitant le travail d'extermination des forces de sécurité. Tous les syndicats furent désarticulés, les fronts de masse réprimés, l'organisation des paysans empêchée militairement, les groupes les plus représentatifs de la gauche réduits à leurs appareils et chaque fois coupés davantage du peuple.

Incapable de comprendre la société dominicaine, incapable de s'expliquer sur sa propre action, marquée par un énorme retard culturel dû au manque de liberté politique pendant plus d'un demi-siècle, la gauche se réfugia dans le suivisme idéologique, voulant copier les expériences des autres processus révolutionnaires. Séduite d'abord par l'expérience bolchevique et la révolution cubaine, puis par la révolution chinoise et la pensée de Mao-Tse-Toung, la gauche n'eut en réalité jamais le marxisme comme guide ni le réel comme référence.

Les résultats ne peuvent pas être plus probants. Le prolétariat et les masses populaires n'ont pas aujourd'hui d'instrument politique qui les représente et conduise la lutte. C'est pourquoi, malgré l'extraordinaire mécontentement populaire existant aujourd'hui dans le pays, la domination impérialiste est tranquille.

Fafá TAVERAS  
Saint-Domingue — mars 1978

# La démocratie restreinte ou la fourchette de Washington

A la fin de 1978, l'Amérique latine aura normalement vu se dérouler des élections dans quatorze pays. Le premier réflexe pourrait être l'incrédulité, tant l'image dominante des formes de gouvernement du sous-continent est celle de dictatures militaires ou dynastiques. Cette réaction serait erronée car les choses bougent. Non pas bien sûr qu'il faille attribuer la moindre vertu démocratique à la mascarade de référendum organisée par le général Pinochet le 4 janvier dernier ou à la « réélection » du général Stoessner au Paraguay. Mais qui aurait pu penser il y a un an que la Bolivie du général Banzer proclamerait une amnistie générale et organiserait une consultation dont le résultat ne peut être prévu d'avance ? Imaginait-on qu'au Brésil la succession du général Geisel par le général Figueiredo pourtant confiée à un collège électoral sur mesure, ne serait pas une simple formalité ? Enfin, il ne faut pas oublier que les élections présidentielles qui ont eu lieu au Costa Rica et celles qui se dérouleront en novembre prochain au Venezuela, satisfont aux mêmes critères formels que celles que nous connaissons en Europe. Au total, si l'on ajoute la remise du pouvoir aux civils prévue en Équateur et au Pérou, les dictatures militaires gorilles opérant à visage découvert (Chili – Argentine) ou camouflé (Uruguay – Guatemala) et les « patriarches » en leur automne sanglant (Stroessner, Somoza) cesseront d'être la règle.

Une telle redistribution des cartes s'explique sans doute en partie par des situations nationales locales mais elle procède surtout d'un plus vaste dessein où la main de Washington et – c'est une nouveauté – celle de Bonn apparaissent nettement.

B.C.

C'est en effet le sort des pays capitalistes dépendants que de voir leur destin orienté par les centres de décision politiques, économiques et financiers du monde occidental. On est de plus en plus obligé d'employer le pluriel car les États-Unis, tout en restant les meneurs de jeu

privilégiés, doivent désormais compter avec les ambitions de l'Allemagne Fédérale et en Amérique latine et particulièrement au Brésil. L'arrivée au pouvoir du président Carter et de l'équipe de la Commission trilatérale qui l'entoure, a été l'occasion d'une vaste redéfinition

stratégique visant comme l'écrivait ici James Petras<sup>1</sup> à rétablir « la crédibilité et la légitimité de l'autorité américaine, sans qu'il soit porté atteinte au vaste réseau qui relie les régimes satellites, les commandements militaires et banques multinationales au pouvoir impérial des États-Unis ». En clair, la politique « des droits de l'homme » n'est nullement une fin en elle-même mais un moyen pour maintenir, sous des apparences renouvelées, la domination des États-Unis. Cette politique va plus loin que la prédication occasionnelle contre la torture, les enlèvements, les emprisonnements arbitraires.

Les stratégies actuelles de la Maison blanche ont perçu que les formes de gouvernement des pays d'Amérique latine, là où elles étaient autoritaires et dictatoriales, devaient être soumises à une certaine révision et se plier à un minimum de démocratie formelle, la tenue d'élections pluralistes et le retour à des gouvernements civils<sup>2</sup> constituant autant de signes extérieurs, à la fois nécessaires et suffisants, pour obtenir le brevet de pays « libre ».

Est-ce à dire que les États-Unis redécouvrent soudainement, pour les autres, les mérites d'une « liberté » dont ils pré-

sentent leur pays comme le champion dans le monde, après avoir, au cours des dernières décennies, mis en place, choyé et porté à bout de bras les régimes les plus tyranniques aux quatre coins de la planète ? Quels que soient les sentiments personnels des dirigeants américains – et pourquoi après tout ne pas leur faire confiance sur ce plan ? – les décisions qu'ils prennent sont la résultante d'une série de facteurs politiques, économiques et militaires où les préoccupations humanistes n'ont aucune place. Et c'est pourquoi on est fondé à conclure que, tel John D. Rockefeller II découvrant que la

philanthropie et le mécénat pouvaient non seulement chasser l'image de marque fâcheuse de requin des affaires qu'avait son père mais de surcroît constituer une opération rentable, l'impérialisme américain considère qu'une démocratisation dont feraient les frais les juntas militaires et les généraux-présidents qui avaient pourtant bien mérité des États-Unis, peut s'avérer payante. Le soutien public à des régimes hâts de leurs peuples et en butte à des campagnes internationales devient extrêmement coûteux sur le plan diplomatique pour un rapport négligeable. Comme il est exclu que ces gouvernements, pris de toutes manières dans les mailles de réseaux financiers et industriels américains trouvent des protecteurs de rechange, ils doivent subir sans trop broncher qui des suppressions d'aide militaire (Chili, Argentine, Brésil), qui des votes hostiles dans les forums internationaux (Chili), qui des admonestations et leçons de morale en public (la plupart des dictatures). En matière économique, les « Chicago boys » et leurs émules, appliquant les théories de Milton Friedmann dans les pays du cône sud notamment, ont réussi à plonger leurs économies respectives dans une récession qui, même si elle favorise dans l'immédiat les multinationales – qui balancent devant elles tout projet d'industrialisation locale – est à moyen terme lourde de dangers : faute d'un marché intérieur en expansion, les grandes sociétés étrangères risquent elles aussi de voir leur développement entravé. L'hyper-libéralisme mis en pratique par exemple au Chili, en Argentine et en Uruguay s'avère rapidement autodestructeur, dans la mesure où il tue le tissu économique local, créateur d'emplois et donc de richesses indispensables pour l'acquisition des produits manufacturés étrangers. (le secteur primaire – extraction minière et agriculture – échappe bien entendu à ce schéma, puisqu'il est fondé sur l'exportation de matières premières et non sur les importations de biens ou d'implantations industrielles). En outre, le nécessaire prix à payer en matière de répression pour imposer une politique friedmannienne est extrêmement élevé. La réponse nouvelle des penseurs de la Trilitérale<sup>3</sup> est le concept de « démocratie restreinte » : assez de démocratie pour que les populations aient le sentiment d'être en charge de leurs propres affaires et n'aillent pas chercher un bouc émissaire extérieur ou intérieur (puisque les forces armées sont considérées comme des appendices du Pentagone) à leurs difficultés, pas trop quand même, pour ne pas déboucher sur des situations révolutionnaires qui mettraient à bas l'édifice soigneusement construit.

Voilà la « fourchette » dans laquelle s'inscrit désormais l'action de Washington



en Amérique latine et qui vise à aligner l'ensemble des régimes — en tenant bien sûr compte des particularités locales — sur les modèles mexicain et vénézuélien. Ces modèles supposent l'existence de partis à la fois réformistes et bien implantés (comme le P.R.I. au Mexique, l'Action démocratique et C.O.P.E.I. au Venezuela) susceptibles de canaliser les aspirations populaires, au prix d'une certaine démagogie verbale anti-impérialiste qui est une excellente caution interne sans pour autant constituer une menace fondamentale pour les intérêts de Washington. Les États-Unis sont prêts à faire la part du feu : tolérer par exemple la nationalisation de l'industrie du pétrole au Venezuela en récupérant par la fenêtre des « contrats de service » ce qu'ils ont perdu par la porte de la loi. En ce sens, la stratégie cartierienne s'inscrit dans le prolongement de la dernière période nixonienne où Henry Kissinger avait commencé à adopter une politique de « profil bas » privilégiant les pressions politiques et économiques, en faisant passer au second plan les manœuvres de déstabilisation et les opérations clandestines dont le Chili de l'Unité populaire avait été le théâtre privilégié.

Dans l'immédiat la « *démocratie restreinte* » à la mode Brzezinski se traduit par la passivité totale et la complicité là où aucune solution de rechange acceptable n'existe actuellement à une dictature (le Paraguay), des hésitations et des manœuvres contradictoires là où une telle issue existe (mais où ses perspectives ne sont pas contrôlables — le Nicaragua) et des pressions là où le cours des événements peut déboucher rapidement sur la solution désirée. A cet égard, l'attention doit se porter sur les pays du cône sud et le Brésil où existent de fortes traditions démocratiques mais où les dictatures, par une répression féroce, ont anéanti une partie de l'opposition. Ainsi lorsque le général Videla annonce que la restauration de la démocratie en Argentine est subordonnée à l'extirpation de la subversion « *jusqu'à ses dernières racines* », il n'énonce pas un projet totalement contradictoire à celui prêté à son collègue et rival de la junte militaire, l'amiral Massera, qui multiplie les contacts avec les péronistes de droite ou de gauche. Une fois le terrain politique soigneusement « nettoyé » par les assassinats, les déportations ou l'exil massif des éléments progressistes, rien n'interdirait l'instauration d'un gouvernement aux oripeaux démocratiques étant entendu, toujours selon le général Videla, que « *la période de régime militaire ne sera pas brève, parce qu'elle ne se limite pas à la restauration de l'ordre...* ». C'est bien entendu faire l'impasse sur la combativité de la classe ouvrière argentine et supposer qu'elle sera

D.R.



Le champion des « droits de l'homme » démocrate « restreint »

reprise en main par les bureaucraties syndicales auxquelles on redonnerait droit de cité.

Au Chili, le général Pinochet soumis à de sérieuses pressions américaines, en particulier à l'occasion de l'enquête sur l'assassinat d'Orlando Letelier, a consenti à des mesures de grâce pour ceux des prisonniers politiques dont il veut bien reconnaître l'existence (en passant sous silence les milliers de disparus) et à envisager un passage graduel « *vers l'étape de transition qui doit impliquer la mise en place d'un Parlement constitué d'une ou deux Chambres* ». Là aussi même rappel : l'essence du pouvoir politique devra « *continuer d'être détenue par les forces armées* ». Tout indique que pour Washington ce premier recul doit entraîner d'autres et déboucher rapidement sur une solution Frei, infiniment plus présentable à l'extérieur qu'une junte dont la conversion à la démocratie ne pourrait être prise au sérieux par personne.

C'est au Brésil que les perspectives sont les plus immédiates : le général Figueiredo, successeur désigné du général président Geisel, y va lui aussi de ses proclamations « *démocratiques* » tout en fixant strictement les limites. Iraient-elles jusqu'à la reconstitution du vieux parti travailliste brésilien de l'ancien président Joao Goulart, sous l'impulsion d'un homme qui jouit de la confiance de Washington et de Bonn : Leonel Brizolla, ancien gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul ? Une sérieuse partie de bras de fer est engagée au Brésil entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale. Jimmy Carter et le S.P.D. (sous le couvert de l'Internationale socialiste) ont un projet

politique commun : restauration d'un fort courant social-démocrate qui assurerait la meilleure garantie d'une adhésion populaire à la dépendance extérieure. Là où les antagonismes apparaissent, c'est sur le bénéficiaire de cette dépendance. L'opposition marquée de Washington à la création par Bonn d'un cycle nucléaire complet au Brésil ne procède pas seulement de préoccupations liées à la prolifération nucléaire. Il s'agit des rapports de force entre les deux premières puissances capitalistes mondiales qui, autant l'une que l'autre, ont besoin de débouchés extérieurs. Or, dans la dernière période, les investissements allemands au Brésil ont nettement dépassé les investissements américains. Le récent voyage à Brasilia de Jimmy Carter a été un échec : malgré la mise en sourdine de ses critiques vis-à-vis des méthodes de la dictature, le président américain n'a pu faire revenir ses interlocuteurs sur leurs liens économiques privilégiés avec l'Allemagne fédérale. Une Allemagne fédérale qui entend désormais jouer un rôle mondial et qui ne limite donc pas ses ambitions au seul Brésil : le relais commode et valorisant de l'Internationale socialiste lui permet d'être partie prenante à toutes les évolutions internes des grands pays d'Amérique latine. On aura en particulier noté qu'au Chili l'interlocuteur privilégié de Willy Brandt n'est pas le parti radical (membre de l'Internationale socialiste), ni le parti socialiste, mais la démocratie chrétienne d'Eduardo Frei. La solution « *social démocrate* » peut en effet parfaitement passer par des formations liées au courant démocrate chrétien, puissant notamment au Chili et au Venezuela.

Même si elles visent fondamentalement à écarter du jeu les courants progressistes et révolutionnaires, les formules Carter-Brandt ne sauraient être tournées en dérision par ceux qui aspirent à de réels changements en Amérique latine. Toute libération de prisonniers politiques, tout retour d'exilés est une chose positive. Dans de nouveaux contextes, des forces reconstituées pourront un jour procéder à de nouvelles avancées en évitant les erreurs qu'elles ont payées d'un si lourd tribut.

Bernard CASSEN

1. *Urgent Amérique Latine*, n° 1, mars 1978.

2. Voir l'article de Georges Fournial « *Retour à la politique en complet-veston* », *France nouvelle*, 6 mars 1978.

3. Voir le livre de Maurice Goldring, *Démocratie croissance zéro*, Éditions sociales, Paris, 1978.

RENCONTRE AVEC  
EDUARDO GALEANO

# LA VIE QUOTIDIENNE EST LE VRAI THEATRE DE L'HISTOIRE

Chroniqueur de son temps et de son peuple, Eduardo Galeano est un des représentants les plus actifs de la littérature latino-américaine actuelle. Son dernier livre, *Días y noches de amor y de guerra*, vient de recevoir le prix *Témoignage de Casa de las Américas 1978*.

Né à Montevideo en 1940, E. Galeano fut un journaliste précoce. Il publie à 15 ans ses premières notes critiques sur les arts plastiques et le théâtre, à 18 ans ses premiers articles politiques et sociaux. Il devient à 20 ans rédacteur en chef de l'hebdomadaire uruguayen *Marcha*. Il dirigea enfin le journal *Epoca* et la revue argentine *Crisis* (1973-76).

« Je suis avant tout un journaliste, un chroniqueur de mon temps et de mon peuple », confie-t-il. Ses romans sont en quelque sorte des chroniques : *Los días siguientes* (1962), *China, crónica de un desafío* (1964), *Los fantasmas del dia del león* (contes, 1967), *Guatemala, país ocupado* (1967), *Reportajes* (1967), *Las venas abiertas de América Latina* (1971), *Vagamundo* (contes, 1973), *La canción de nosotros* (La chanson que nous chantons — roman couronné par le prix *Casa de las Américas*, 1975), enfin *Días y noches de amor y de guerra*.

« J'écris depuis que j'ai l'âge de raison. Si ce n'était pas un besoin impérieux, j'éviterai peut-être de le faire. C'est épaisant, mais c'est ma meilleure façon de me donner aux autres ».

Eduardo Galeano, *Días y noches de Amor y de guerra* peut-il être considéré comme un livre consacré au souvenir ?

E.G. — Le livre est une entrevue entre l'écrivain et sa mémoire. J'ai montré dans ce livre que ma mémoire savait de moi plus de choses que moi-même. C'est en quelque sorte un livre sur l'identité, parce que les choses que nous avons faites, nous ont fait.

Cette identité n'est pas seulement individuelle, elle est aussi collective par projection. Villes et personnes qui surgissent de ma mémoire et viennent à moi, la terre où je suis né, les enfants que j'ai faits, les femmes et les hommes qui m'ont donné un supplément d'âme. Ces expériences uniques et non reproductibles coïncident avec des expériences communes, celles de toute une génération dans le Río de la Plata et en Amérique Latine.

Ce livre est-il motivé par la nostalgie ?

E.G. — Ce n'est heureusement pas un livre écrit pour remuer la nostalgie. C'était évidemment un risque. On ne sait jamais à l'avance le résultat de l'écriture. S'il n'y avait pas de mystères, l'acte d'écrire serait un ennui bureaucratique et non une aventure dangereuse. On lâche les chevaux, s'ils ont du brio et la force de la vérité, ils courrent.

Après avoir relu le livre, je ne crois pas qu'il soit un acte d'inutile tristesse, un de ces sanglots que provoque si facilement l'exil. La Bible elle-même affirme que rien ne va pour ceux qui regardent en arrière. Le culte de la nostalgie m'a toujours semblé assez réactionnaire. En fin de compte, c'est la droite qui choisit le passé. Chacun remplit le cadavre à son gré.

Le passé n'est pourtant pas absent de ce livre...

E.G. — Le passé apparaît tout le temps ; mais comme mémoire vivante du présent. Les expériences d'aujourd'hui trouvent dans le passé, à mesure qu'elles se produisent, leur nourriture et leur poison. Je suis ce que je fais et surtout, ce que je fais change ce que je suis. Je suis à la fois la somme de tout ce que j'ai fait et de tout ce qu'on m'a fait. Nous ne sommes pas à la retraite. Nous ne pouvons pas dire : je pensais la même chose il y a quinze ans, je sentais la même chose qu'aujourd'hui il y a vingt ans. *Días y noches de amor y de guerra* n'est pas un livre sur la mort — bien qu'on y rencontre beaucoup de morts — mais sur les résurrections et les métamorphoses. Je change, donc je vis.

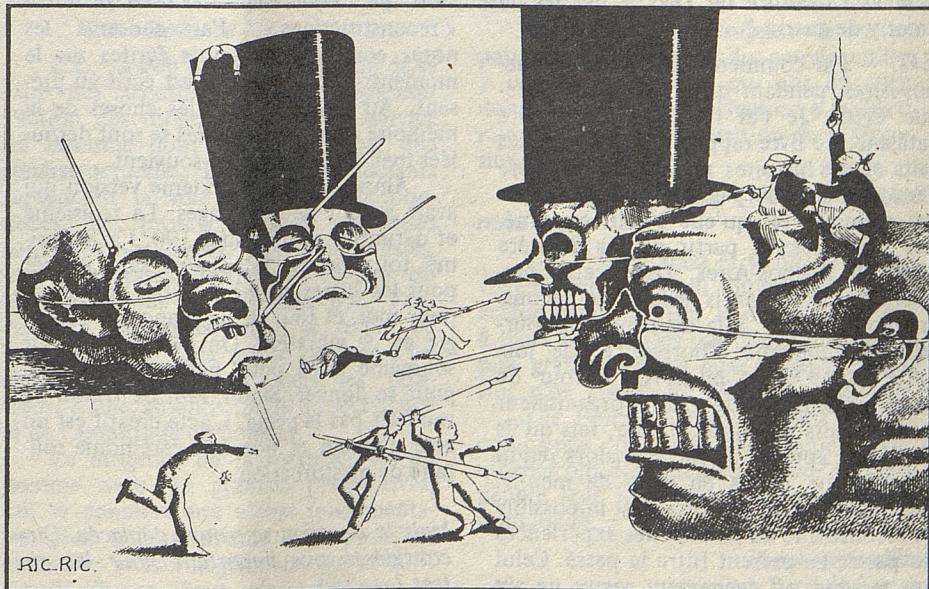
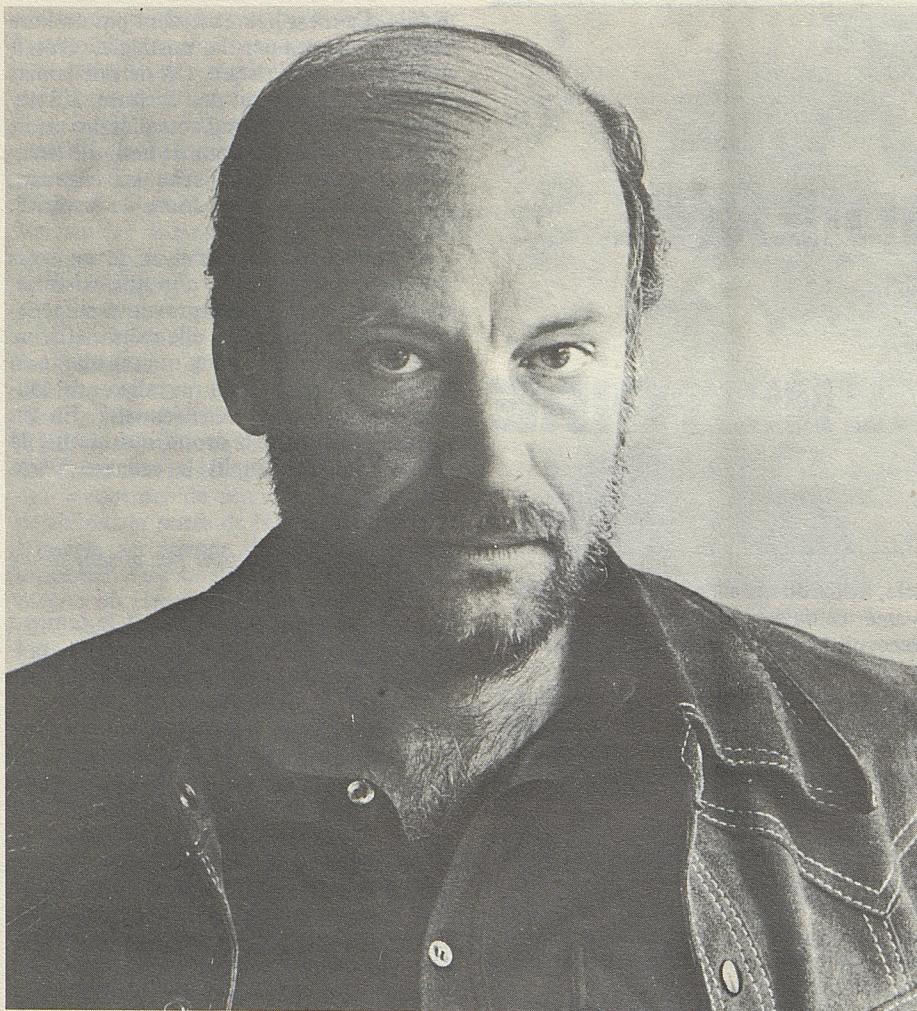


Photo Luc Chesseix



Eduardo Galeano

Pouvez-vous nous dire quelle a été la genèse et l'aventure de *Días y noches de amor y de guerra* ?

E.G. — J'ai commencé à l'écrire à Buenos-Aires, pendant que je dirigeais la revue *Crisis*. Je l'ai terminé sur la côte catalane. Ce livre rapporte des choses, des faits et des histoires réelles. Ma première version avait 600 pages. C'était le suc de ma mémoire tel qu'elle l'avait exprimé, des flash-backs à partir de ma dernière année à Buenos-Aires. Dans cette première version, j'avais essayé de reconstruire au présent, à la manière d'un journal, les moments d'horreur et de joie entre mi-1975 et mi-1976. Autour de cette colonne vertébrale s'organisaient les souvenirs de toute ma vie, tels qu'ils m'avaient apparu. Je me suis alors rendu compte que j'étais en train de mentir. Pour honnête qu'on soit, il est impossible de reconstruire au présent des expériences du passé. Le présent filtre le passé. Celui qui raconte un événement vieux de six

mois, n'est pas la même personne que celle qui l'avait vécu. J'ai donc brisé ces « reconstructions ». J'ai conservé les notes comme je les avais écrites sur le moment. Ceci est ce qui est écrit au présent. Au passé, ce sont les choses de la mémoire, non comme elles se sont déroulées mais comme on s'en souvient.

Ainsi naquit la deuxième version qui avait autour de 350 pages. La troisième et définitive se réduisit à 190. J'ai supprimé tout ce qui m'apparut sans intérêt pour les autres, même si c'était important pour moi, et tout ce qui manquait de magie et de vibration. On n'écrit pas pour soi-même mais pour parler aux autres, pour se donner. Sinon, tant de travail ne vaudrait pas la peine. L'acte créatif est un acte d'amour et non une cérémonie solitaire de masturbation.

Mais la question se trouve déplacée. Que considérez-vous important pour les autres ?

E.G. — La mémoire a toujours été plus forte que la raison. Je n'ai pas choisi les expériences en fonction de leur importance « publique » mais pour l'énergie vitale qu'elles contenaient. Ma rencontre avec le Che Guevara occupe dans le livre autant de place que l'histoire de la petite fille qui voulait voler et n'y parvint pas. Dans le livre, se succèdent des gens et des pays très différents d'un haut-plateau à un autre de l'Amérique Latine. Non par décision volontaire, mais parce que c'est ma terre qui surgit quand je suis le plus sincère, quand je rêve, quand j'ai trop bu, quand j'aime et quand j'écris.

*Il s'agit donc d'un récit intime ?*

E.G. — Il n'y a pas dans ce livre de frontière entre la vie politique et la vie intime. Pas plus dans le livre que dans la vie. Chaque acte créatif répond à un acte destructif. Je ne peux pas concevoir une littérature révolutionnaire qui fasse le jeu du système qui mutile la condition humaine. Ce système nous invite à être un maître à la maison et un esclave à l'usine ou au bureau, un bourreau avec les uns et une victime avec les autres, un dévôt à l'église et un hérétique au bordel.

L'ordre établi nous dit : « *Regardez, ceci est l'âme et cela, différent, est le corps. Différent et ennemi. Regardez ! ceci est la littérature de la vie intérieure qui parle de l'amour et du doute, et cela, est la littérature politique qui traite des grèves et des révoltes ou dénonce l'injustice sociale*

. Il est normal que le système nous invite à nous briser en petits morceaux. Mais je suis peiné de voir que la littérature dite de gauche a aussi cette vision fracturée.

*En fin de compte, *Días y noches de amor y de guerra* est plutôt un livre politique...*

E.G. — C'est un livre où je m'offre tel que je suis. Non pas comme un homme unidimensionnel, comme la droite imagine le militant, mais comme un être humain avec une âme multiple, non rétrécie, ouverte à la communication avec les autres, la participation au monde, la lutte fabuleuse, jamais terminée, pour la liberté et la dignité de tous. *Días y noches de amor y de guerra* est un livre politique parce que c'est un livre sur l'amour, c'est-à-dire aussi un livre sur la haine. En fin de compte, la lutte pour la liberté et contre la peur se passe dans la rue et dans la poitrine de chaque homme. La vie quotidienne avec ses mille petits faits est le vrai théâtre de l'histoire.

(Propos recueillis par Ernesto González Bermejo)

## PERSPECTIVES POUR LE CHILI RENCONTRE AVEC UN SOCIALISTE CHILIEN

Carlos Lazo Frías, cinquante ans, avocat, membre du Comité central du Parti socialiste du Chili est le dernier des membres les plus importants du gouvernement de Salvador Allende qui se trouvait encore emprisonné au Chili. Libéré, puis expulsé après 1 700 jours de détention, Urgent AMÉRIQUE LATINE l'a rencontré dès son arrivée à Paris.

*Carlos Lazo remercie tous ceux qui luttent pour la défense des droits de l'homme. Affirmant nourrir quelques espoirs dans la nouvelle politique américaine quant à la démocratisation, il déclare que :*

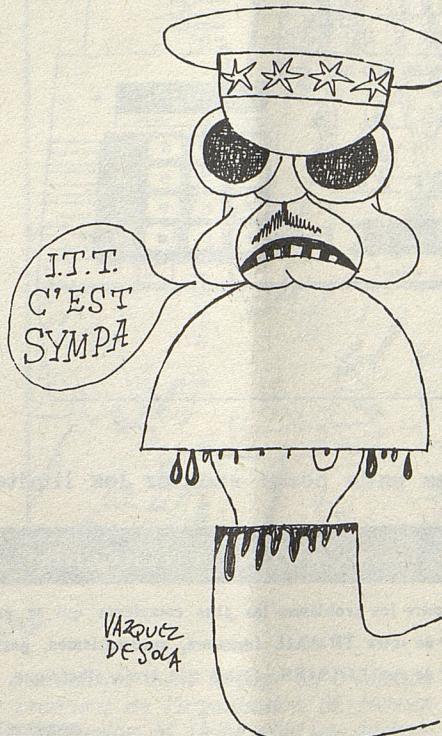
« Cela se traduit par la discrimination de dictatures qui dans le passé étaient soutenues par les États-Unis, avec la complicité des oligarchies locales. »

« Cependant, ajoute-t-il, il est préoccupant que cela se traduise seulement par une subtile manœuvre pour favoriser la même chose. Il semble qu'un nouveau modèle est en incubation dans les directoires qui manient les intérêts transnationaux des grandes entreprises et déterminent les politiques. Ce modèle se caractériserait par une institutionalisation du pouvoir militaire, dit de « sécurité » qui dissimulerait son intervention et sa tutelle sur les gouvernements par une distinction entre régime et gouvernement, régime militaire-gouvernement civil, gouvernement civil démocratique plus ou moins autoritaire selon l'autorisation du tuteur. »

*Pourquoi, malgré leur situation à l'intérieur et à l'extérieur, les militaires chiliens restent-ils au pouvoir ? Quelles sont les causes de cette permanence ?*

C.L. : « Deux facteurs rendent le changement difficile. D'abord, celui de la terreur déchaînée par ce gouvernement répressif qui lui donne peur d'assumer les responsabilités qui lui incombent dans ce drame. Ensuite, nous ne cessons pas de la répéter, l'absence de concrétisation d'une alternative politique claire et définie des forces qui sont pour la démocratie au Chili. »

Il y a encore au Chili des politiciens qui continuent à avoir des positions sectaires et exclusives. Actuellement, personne ne peut rien seul. Aucune unité ne sera légitime si elle exclut des communistes ou fait des distinctions entre socialistes, si on met une étiquette à l'unité ou à la démocratie, si on cherche des pôles « centristes » ou « gauchistes ». Ceux qui insistent sur de telles combinaisons ou de telles exclusions ne veulent pas l'unité, renforcent la dictature et se font leurs complices. »



*... Et la résistance ?*

C.L. : « Peu à peu sont en train de se faire des accords syndicaux, dépassant l'action des dirigeants jaunes au service du fascisme dont l'influence n'est que superstructurelle. Les secteurs étudiants reprennent la voie des luttes traditionnelles. Les protagonistes de ces luttes sont des socialistes, des communistes, des démocrates-chrétiens et l'Église catholique. Nous luttons tous pour l'ouverture, l'humanisation et le retour de la démocratie. Cela est le produit d'un changement qualitatif dans les positions, d'une absence totale de sectarisme et de l'amplitude du combat. »

Le dirigeant de la résistance est un homme avec de grandes perspectives, qui se consacre aux tâches fondamentales plus qu'aux détails, aux positions exclusives et aux hégémonies qui ne sont pas de l'heure. Tout cela se fait sous le

signe du danger, avec le risque de la perte de l'intégrité de la vie pour eux et leurs familles. Il ne faut pas oublier que pour socialistes et communistes la participation est interdite et la circulation dangereuse.

A l'intérieur, il y a à la base un front antifasciste. Je crois que cette large attitude unitaire, la plus large possible, que veut le PS, avec tous ceux qui sont en faveur de la démocratie et qui ne se sont pas salis avec ce régime répugnant, doit se faire à partir de l'unité entre socialistes et communistes. »

*Que se passe-t-il au Chili en ce moment ?*

C.L. : « A l'intérieur des Forces Armées, il y a des secteurs conscients qui pensent que face à la possibilité de la disparition de Pinochet sali par ses fautes et sa responsabilité, ils pourraient restituer ou participer à la restitution des valeurs permanentes de notre pays. Dans la pratique, cela pourrait se traduire à court terme par une re-institutionnalisation du pays et l'établissement d'un gouvernement provisoire. Ce processus ne doit pas faire oublier que le Chili doit se ressusciter internationalement, c'est-à-dire normaliser ses relations avec le monde et régler les problèmes limitrophes les plus urgents. A l'intérieur un plébiscite devra régler la vie constitutionnelle en légitimant de nouvelles ou d'anciennes institutions que le peuple estimera utiles. Le peuple chilien ne reconnaîtra pas les dé-nationalisations, la main-mise étrangère sur ses richesses et en général le modèle économique en vigueur avec ses séquelles de concentration économique, d'injuste distribution du revenu, de chômage, de perte du pouvoir d'achat, etc. »

Un tel processus suppose la participation de l'ensemble du peuple chilien y compris tous ceux qui ont dû abandonner le pays pour échapper à la discrimination et à la persécution de la répression fasciste. »

*... Que se passera-t-il si Pinochet reste ?*

C.L. : « Pinochet et sa bande ne peuvent offrir au Chili qu'une répression accrue pour étouffer la moindre critique à leurs maladresses politiques chaque fois plus grandes et une mise en péril chaque fois plus grande de l'intégrité nationale. »

Les Forces Armées doivent prendre conscience du rôle historique ingrat qu'elles ont été amenées à jouer et que le peuple leur fera payer leur part de responsabilité. »

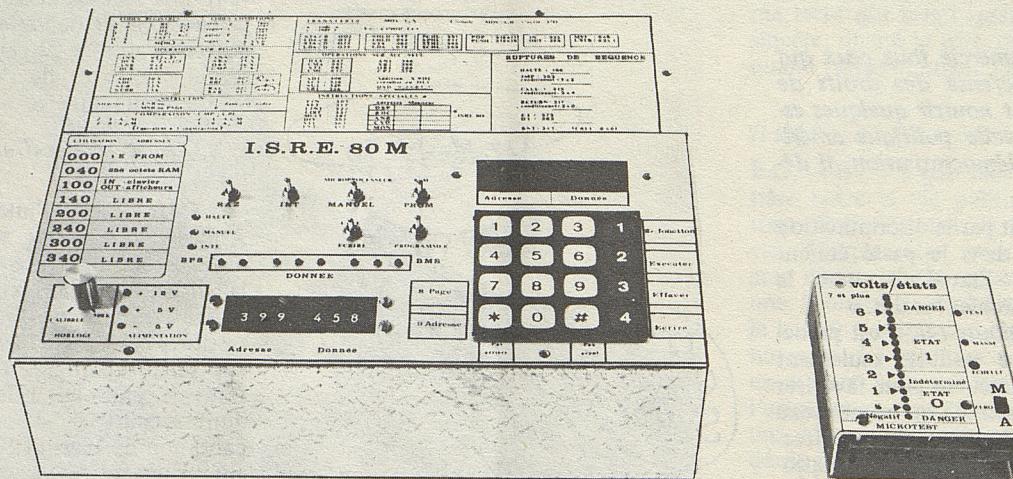
Propos recueillis  
par Patricio Tuper

# l'Institut Supérieur de Radio Electricité

vous propose

une FORMATION qui vous permettra de construire votre MICROORDINATEUR

## I.S.R.E. 80



vous qui désirez sans cesse reculer les limites du possible

### INTROUVEZ-MOI DANS VOTRE ENTREPRISE OU CHEZ VOUS

En effet, je suis capable de résoudre les problèmes les plus complexes qui se posent à vous dans le cadre :

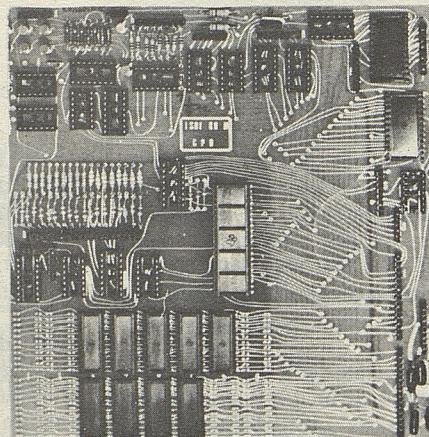
- de votre TRAVAIL (mesures, automatismes, gestion,....)
- de vos LOISIRS (jeux télé, train électrique, applications musicales,....)

Mes systèmes sont bâtis autour d'un MICROPROCESSEUR "TEXAS INSTRUMENT 8080", et sont organisés en logique C.M.O.S., gage de faible consommation et de grande fiabilité

Mon moniteur "I.S.R.E. 80" permet la programmation du système en OCTAL, plus facile à utiliser par un non spécialiste que l'habituel Hexadécimal. Tous mes codes opérations utilisables, sont gravés sur ma face avant

Mon moniteur inclut également diverses routines de service (Conversions décimales, Multiplication, Division,....). Deux modes de calcul sont possibles : simple précision (0,5 %) et double précision (0,003 %)

Et pour vous assurer de ma robustesse, je vous confirme que l'I.S.R.E. 80 est bâti dans un coffret métallique comportant : son alimentation avec piles de secours - sa carte processeur - sa face avant -



INSTITUT SUPERIEUR DE RADIO ELECTRICITE - 27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS - Tél. 236.74.12  
Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre brochure concernant la version indiquée par une croix :

- ISRE 80 M : Calculateur d'Enseignement
- ISRE 80 A : Calculateur Industriel
- ISRE 80 E : Carte Processeur

Nom \_\_\_\_\_

Entreprise \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Entreprise \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Entreprise \_\_\_\_\_

le combat de la presse

UNESCO

Sous le patronnage de l'UNESCO, s'est tenue à Paris, du 17 au 19 avril, une réunion de consultation sur l'échange d'informations professionnelles avec la participation de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), l'Union catholique internationale de la presse (UCIP), la Confédération des journalistes (ASEAN), la Fédération Latino-américaine des journalistes (FELAP) et les responsables de la Division de la libre circulation de l'information et des politiques de la communication de l'UNESCO, sous la présidence de M. Hifzi Topuz.

Parmi les conclusions de cette réunion, il faut noter la collaboration de l'UNESCO pour l'organisation périodique de réunions au sommet des organisations régionales et internationales, la publication de brochures et d'une revue pour la diffusion des activités de ces organisations et l'élaboration d'une liste de principes professionnels de base avec des normes internationales, sans ingérence des gouvernements et des organisations gouvernementales.

M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, a assuré les participants de son soutien et de son appui.



FELAP

La Fédération latino-américaine des journalistes dont le siège est à Mexico était représentée à cette réunion par le président de l'organisation, M. Hernán Uribe, assisté de M. Ibar Aibar. Au cours de la réunion, M. Uribe a fait une déclaration concernant l'absence de liberté de la presse et les terribles conditions de travail imposées aux journalistes dans un certain nombre de pays, particulièrement l'Argentine, le Chili, l'Uruguay et le Brésil. Il a révélé notamment que :

« Au cours des derniers mois, 7 autres journalistes ont été enlevés en Argentine, portant à 70 le nombre des disparus. Le journaliste et écrivain Rodolfo Wash, les dirigeants syndicaux Ignacio Ikonikoff, Enrique Raab et Ana Bedoya ont été enlevés par les Forces Armées, tandis que le secrétaire général du syndicat de la presse de la Rioja, Guillermo Alfiri, était condamné à 16 ans de prison. Il faut ajouter à cette liste, Eduardo Jozani et Hector Demarchi, retenus comme otages dans les camps de concentration de la Junte.

Au Chili, a été assassiné il y a quelques jours le journaliste Agusto Carmona et arrêté Horacio Marotta et Ifiès Naranjo. Tandis que s'ajoutent à la liste des disparus: Guillermo Gálvez Rivadeneira, Maximo Gedda Ortíz, Oscar Mayorga, Jorge Hernán Muller, Miguel Rivas Ratinoff, James Smith Rodríguez et le secrétaire général des travailleurs de la presse du Chili, Eloy Ramírez Valenzuela.

En Uruguay, la répression a jeté en prison 33 hommes de presse, dont l'ex-dirigeant de l'Association de la presse, Ismael Weiberger, Rita Ibarburú, José Jorge Martínez et Juan Carlos Urruzola. Au cours des derniers mois, a été enlevé le sous-directeur de Marcha, Julio Castro et emprisonné le secrétaire général de l'Association de la presse, Rubén Acassuso. Flavio Tavares, correspondant à Buenos-Aires du journal mexicain Excelsior a été arrêté et horriblement torturé. Enfin, un mandat d'arrêt a été lancé contre l'ex-président de l'Association de la presse et vice-président de la FELAP, Carlos Borche, pourtant sorti du pays avec un sauf-conduit officiel en 1975, après s'être réfugié à l'ambassade du Mexique.

Librairie Griot  
Éditions Caribéennes  
6, rue des Fossés-St-Michel  
75005 Paris  
Tél. 535.06.59

Tout récemment implantées à Paris, les Éditions Caribéennes se proposent de publier tous les écrits susceptibles de mieux faire connaître la réalité antillaise et du Tiers-Monde. Elles ont ouvert une librairie qui tente de diffuser tous les moyens possibles d'information concernant la zone Caraïbe et les rapports qu'elle entretient avec l'Afrique, l'Amérique Latine, les DOM-TOM...

## LES MERES-COURAGE

Danemark (Correspondant)

5 femmes chiliennes viennent d'entreprendre depuis le mois de mars une tournée en Europe pour faire connaître le Rassemblement des familles de détenus et de disparus. Elles ont été reçues au Danemark par les autorités gouvernementales, celles des Eglises catholique et protestante et l'Organisation nationale des femmes pour le Tiers-monde. Elles ont fait la déclaration suivante :

« Nous savons que nous jouons notre vie. Nous aurons des problèmes en retournant au Chili, pourtant nous retournons. Nous voulons faire connaître au monde entier notre situation. Des milliers de familles chiliennes ont perdu un ou plusieurs êtres chers. La « gestapo » de la Junta a arrêté et fait disparaître 2.500 personnes. Des témoins les ont vues en prison. La Junta nie les faits. Nous poursuivrons notre lutte jusqu'à ce que les coupables soient démasqués. Partout où nous sommes allées, nous avons rencontré un appui important.

Le 8 mars dernier, à l'occasion de la « journée internationale des femmes », nous avons fait une réunion au théâtre Caupolican de Santiago. Le public, plus de 5.000 personnes, nous a reçues debout, avec des applaudissements et des mots d'ordre de solidarité et de liberté. La police est intervenue et a tenté d'empêcher le déroulement de la réunion en menaçant le public avec des mitrailleuses. L'attitude déterminée des 5.000 personnes les a contraints à se retirer. Nous avons gagné cette bataille, nous en gagnerons d'autres. La situation actuelle de Pinochet est précaire et l'opposition à la Junta augmente chaque jour davantage. Ni notre effort ni la solidarité internationale ne doivent se relâcher. »

Mexique

Le commerce extérieur du Mexique avec les États-Unis et le Marché commun européen a enregistré en 1977 un déficit de 1.087 millions de dollars. Par contre, le solde est positif pour les transactions commerciales avec les pays d'Amérique Centrale et de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC)... 93,8 millions de dollars.

### Chili

Selon des sources américaines, les investissements étrangers au Chili entre 1974 et 1977 dépasseraient 2 milliards de dollars. 85 % de ces investissements concernent le secteur minier.

### Venezuela

- Malgré de bonnes exportations pétrolières, la balance commerciale vénézuélienne sera déficitaire, si les tendances aux importations massives ne sont pas corrigées, révèle l'Institut du commerce extérieur.

- L'entreprise française nationalisée Les charbonnages de France, va installer au Venezuela une industrie de matériel de construction : des préfabriqués pour la production de 2.000 logements par an. Le ministre des Travaux publics, Arnoldo José Gabaldon a, par ailleurs, visité de nombreuses installations anti-pollution en France.

- Le ministre des Finances vénézuélien a entrepris une tournée européenne pour améliorer les relations économiques entre son pays et la Communauté économique européenne. Il a obtenu de Londres un prêt de 1,2 millions de dollars.

**Motions signées par les dirigeants de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ) et la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP)**

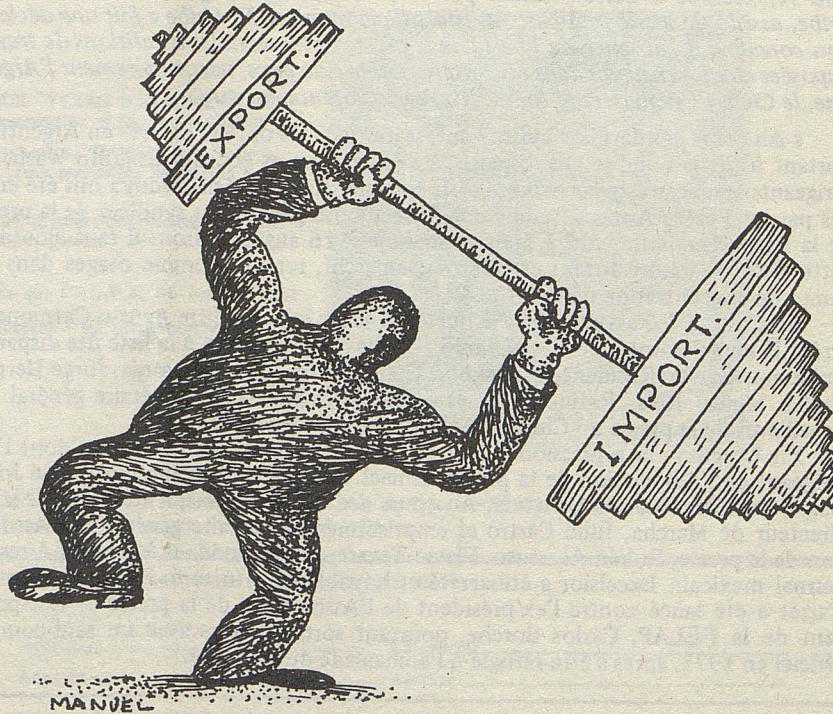
Paris

#### • La répression des journalistes en Amérique Latine

Après lecture du rapport de la Fédération latino-américaine des journalistes concernant les obstacles à l'exercice de la profession qui résultent des mesures de force qui se soldent tragiquement par des journalistes morts, emprisonnés, exilés ou au chômage, les organisations présentes : expriment leurs profondes préoccupations devant cette situation, condamnent la fermeture des moyens d'expression et la répression systématique des journalistes, demandent la liberté de leurs collègues emprisonnés et le rétablissement de la liberté de la Presse dans les pays concernés, particulièrement en Argentine, au Chili, au Brésil et en Uruguay.

#### • La Coupe du monde de football

A l'occasion du prochain championnat mondial de football qui se déroulera dans un pays soumis aux restrictions des libertés publiques, y compris celle de la Presse, les participants exigent des garanties nécessaires pour les journalistes qui iront en Argentine couvrir cet événement sportif et informer de la réalité de ce pays.



## LIVRES

### une nouvelle classe dirigeante en Amérique Latine

Quand les décrets révolutionnaires traquent le marginal ou le récalcitrant, imposent la discipline militaire dans les usines et aux champs, « progressistes » européens et « avant-gardistes » d'Amérique Latine applaudissent à la défense de la Révolution. Quand les prolétaires des bidonvilles de Lima se ruent vers les beaux quartiers pour piller les richesses qu'ils produisent mais ne peuvent acheter, et incendent les cercles d'officiers de la Junta de « gauche », ces mêmes compagnons de route n'y voient que la main de l'oligarchie.

Ce sont là des réactions de classe. La misère des travailleurs, la brutalité des classes dominantes, la dépendance envers les usuriers étrangers peuvent mettre en mouvement de larges « masses » (et quelles vocations de dompteurs se révèlent dans l'usage constant de ce mot), mais leur utilisation conduit à la construction d'une machine de pouvoir nouvelle qui donnera aux dirigeants non producteurs fonctions et priviléges. Ce livre est une critique vigoureuse des mythes dont on a volontiers entouré l'histoire récente des pays latino-américains. Ce que l'on baptise « révolution » n'est généralement que l'habillage idéologique dont la nouvelle classe dirigeante se sert pour substituer l'État techno-bureaucratique aux oligarchies décadentes et aux bourgeoisies médiocres.

*La révolution par l'État.* Louis Mercier-Vega. Ed. Payot. Col. Critique de la Politique. 204 p. Prix non encore communiqué.

### les paroles de Domitila

Née en 1937, Domitila Barrios de Chungara milite de-

puis 20 ans dans le mouvement syndical bolivien. Elle est membre du Comité des Ménagères de Siglo XX (du nom de la mine où travaille son mari). Emprisonnée à plusieurs reprises, mais reprenant toujours sa lutte, elle était au premier rang du mouvement des grèves de la faim du début de l'année 1978.

Le témoignage de Domitila a été recueilli par Moema Vizzer, Brésilienne, éducatrice spécialisée dans l'éducation populaire. Elle travaille actuellement à Saint-Domingue et dirige un projet de recherche sur la situation de la femme en Amérique Latine.

Dans la première partie du livre, Domitila décrit son peuple, les conditions de vie et de travail de la femme des mines et sa participation au mouvement ouvrier. Dans la deuxième partie, c'est l'histoire de sa vie personnelle, liée à l'histoire de son pays, qu'elle nous retrace. Enfin, la dernière partie trace un panorama des mines en 1976, plus particulièrement depuis la grève des mineurs en juin et en juillet.

*Si on me donne la parole.* Domitila B. de Chungara. Témoignage d'une femme de la mine bolivienne recueilli par Moema Vizzer. Ed. Maspéro. Col. Actes et Mémoires du Peuple. 288 p. 45 F.

### Prix Miguel de Cervantes

Le Prix Miguel de Cervantes y Saaverdra (la plus haute distinction décernée par l'Espagne aux auteurs de langue espagnole) vient d'être attribué à l'écrivain cubain Alejo Carpentier, pour son dernier roman *Le Sacre du Printemps* (pas encore paru).

La cérémonie, présidée par le Roi Juan Carlos, a eu lieu à l'Université de Alcalá de Henares, près de Madrid.

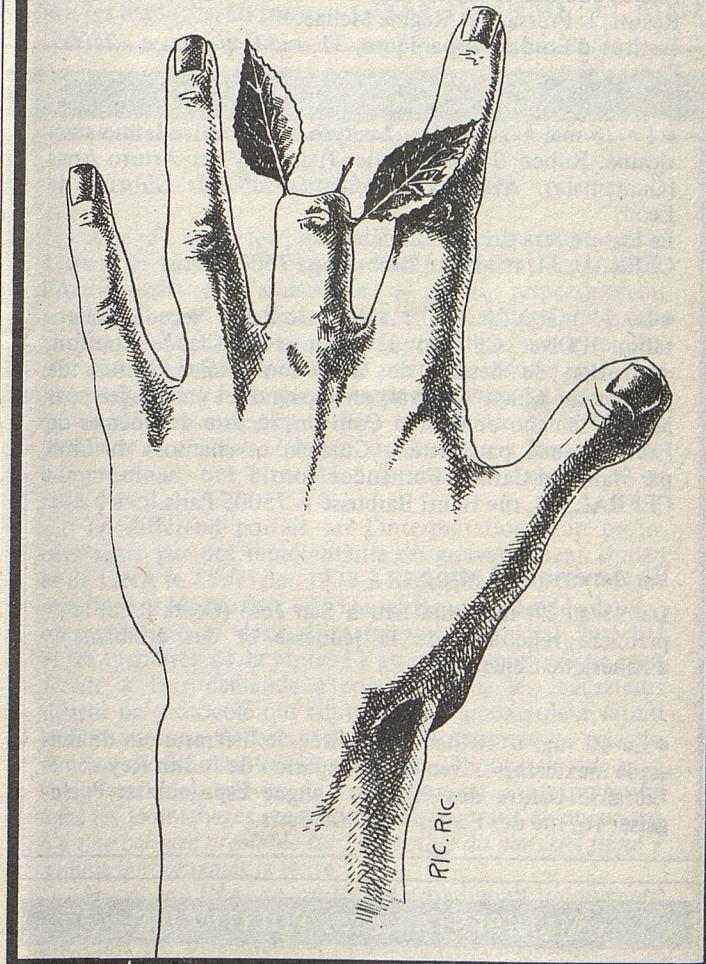
Le roman commence en 1937 dans les rangs des Brigades Internationales en Espagne et finit par la bataille de Playa Giron.

## MAGAZINE

### voyage

— *Encyclopédie de voyage : Pérou.* Ed. Nagel, 320 p., *Mexique.* Ed. Nagel, 608 p., 114 F.

### RIC-RIC



### RECTIFICATIF

L'auteur de l'entrevue « Mon nom était Daniel Parra », parue dans le numéro 2, était Gregorio Martínez. Cet écrivain péruvien a récemment publié à Lima un très beau livre *Canto de Sirena*, né d'une rencontre avec un vieux caporal noir qui conte sa vie passée sur la côte sud péruvienne. *Canto de Sirena.* Ed. Mosca Azul. Lima, 1977.

# MAGAZINE

## MANIFESTATIONS CULTURELLES

● Le 9 mai à 18 heures, Table ronde sur l'œuvre de l'écrivain péruvien **Manuel Scorza**. Avec la participation de l'auteur, Jacqueline Baldran, Claude Couffon et Olver Gilberto de León.

**Librairie Centre des Pays de Langue Espagnole et Portugaise**, 16, rue des Écoles - 75005 Paris.

● Le 10 mai à 19 heures : Rencontre autour de l'œuvre d'**Eduardo Galeano**. Avec la participation de l'auteur, Claude Couffon, Olver Gilberto de León, B. Gille, J.P. Ressot, J. Fressard et Régine Mellac.

**Institut d'Études Hispaniques**, 31, rue Gay-Lussac - 75005 Paris.

● Le 25 mai à 20 h 30 : Lecture de **Narrative latino-américaine**. Ruben Bareiro-Saguier (Paraguay) et Arturo Arias (Guatemala). Avec la participation d'Olver Gilberto de León.

La lecture sera suivie d'un débat.

**CEFRAL**, 34, rue Henri Barbusse - 75005 Paris.

● Le 31 mai à 20 h 30 : Autour de **Pablo Neruda**. Présentation d'Olver Gilberto de León et de Claude Couffon, exposition de dessins de Guillermo Nuñez, lecture de poèmes du **Chant Général**, en espagnol et en français, par Mirta Caamano et Claude Couffon, lecture de poèmes de Pablo Neruda par Patricia Guzmán et chansons du Chili par Maria del Carmen Fernández Toro.

**CEFRAL**, 34, rue Henri Barbusse - 75005 Paris.

### En Amérique Latine :

Du 25 au 28 mai aura lieu à San José (Costa Rica) la première rencontre de la jeunesse et des étudiants d'Amérique Centrale.

● Le 10 mai à 18 heures : **Soirée de littérature et de musique mexicaines**. Avec la participation de Judith Reyes.

**Librairie Centre des Pays de Langue Espagnole et Portugaise**, 16, rue des Écoles - 75005 Paris.

## MANIFESTATIONS POLITIQUES

Les 6 et 7 mai se tiendra l'Assemblée Générale des *Amistades Franco-chiliennes*, 163 boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

— Le 6 mai à 14 h 30 : Table ronde sur la Sécurité Nationale en Amérique Latine et en Europe

*Pour tous renseignements, écrire avec : Claude Bourdet, re à : B.P. 136, 75263 Paris Cedex 06.*

lo Arroyo, Rodrigo González, Claude Julien

— Le 7 mai à 14 h 30 : La situation du Chili en 1978. Présentée par : Patricio Valenzuela.

Le N° 1 du bulletin du Front Péruvien d'Informations et d'Analyses vient de sortir « *au moment où le mouvement populaire traverse un des moments les plus importants de son histoire* ».

A une chronologie politique de base et à la déclaration conjointe de l'Unité Populaire de la Gauche et de l'Union

## EXPOSITIONS



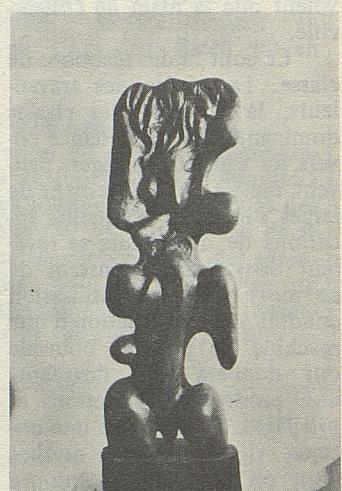
### URUGUAY : LA CULTURE EN LUTTE

Le 5 avril, à l'Université de Paris III (Censier), a eu lieu une Journée d'information et de solidarité avec la culture uruguayenne. Et ce, pour préparer les Journées mondiales de solidarité qui devaient avoir lieu du 19 au 23 avril à Venise et ont été reportées du fait des derniers événements politiques en Italie.

D'ex-doyens et professeurs de l'Université de Montevideo ont parlé, au cours d'une table ronde, du processus de destruction de la culture en Uruguay lié à des processus similaires dans d'autres pays du Cone-Sud : emprisonnement ou expulsion d'écrivains, de professeurs, d'artistes, de journalistes ; imposition de programmes d'études à caractère nettement fascisant, fermeture d'instituts de recherche, censure de la presse, répression des expressions de la chanson populaire et du théâtre national, etc.

La journée s'est terminée sur un spectacle de musique populaire, auquel participèrent, en plus des artistes uruguayens, des artistes de diverses nationalités. Le « collage » de textes et de chansons réalisé par Dahd Sfeir (actrice, ex-membre du groupe Club de Teatro) et Braulio López (musicien du groupe Los Olimareños, interdit depuis 1974) fut très remarqué.

Mariana Melo



● Jusqu'au 11 mai, exposition de **Lucchy Martínez**, sculpeur de Saint-Domingue, à la **Galerie de l'Université**, 52 rue Bassano, 75008 Paris, tél. 720.79.76.

## PRESSE

Démocratique Populaire (dans laquelle ces partis rendent publique leur intégration au mouvement) s'ajoutent trois articles.

*Bulletin du Front Péruvien*, 82 rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Directrice Nicolette Larivière.

Récemment créée, la société de production Ahora se propose de faire connaître au public français les diverses expressions — aussi bien musicales que littéraires — de la culture latino-américaine. Elle « souhaite devenir un instrument de plus pour l'échange culturel entre ces deux mondes », selon les mots de ses fondateurs.

Les productions de Ahora s'orientent dans trois directions : le folklore latino-américain, la musique contemporaine et les œuvres littéraires.

En ce qui concerne le folklore, le groupe chilien Karaxú a déjà enregistré un disque où figurent des compositions Patricio Manns des chansons créées à l'intérieur des prisons chiliennes et un intéressant arrangement de Candombe para José de Roberto Terán, thème qui connaît un grand succès en Amérique Latine au cours des années passées.

Ivan Pequeno a réalisé un enregistrement de musique contemporaine, mêlant des éléments électroniques tels que le synthétiseur, au son des cha-

rangos. On y entend des poèmes de Pablo Neruda et des extraits de la *Seconde Déclaration de la Havane* prononcée par Fidel Castro. La deuxième face du disque est basée sur le roman de Gabriel García Márquez : *L'Automne du patriarche*.

Enfin, pour la « section littéraire », un disque de contes pour enfants est en préparation. Le premier conte, *Canterito de Greda* est signé Humberto Lo Redo. Il raconte l'histoire d'un enfant indien qui vit entre le rêve et la réalité. Le style de radio-théâtre employé pour l'enregistrement permet l'introduction d'effets sonores très variés.

Des enregistrements de contes en arabe, portugais et espagnol sont prévus, afin de créer un échange culturel entre les populations d'émigrants.

Ahora met à la disposition de tous ceux qui sont intéressés par ces projets, un studio d'enregistrement.

Ahora, 20, rue Titon — 75011 Paris, tél. 370.54.75. (Métro Faïdherbe-Chaligny).

Disque : Sonopresse 69.682

## LOS JAIVAS

Los Jaivas ce sont quatre Chiliens : Eduardo Parra, organiste mais aussi expert à jouer de tous les claviers, percussionniste (bongos et tumbadoras), Eduardo Alquita, dit « Gato », luthier, première voix, première guitare, joue des instruments à vent, des percussions ; Claudio Parra : au piano Steinway, aux tarkas et aux sifflets ; Gabriel Parra : batterie, timbales chromatiques, trutruca et chœur — un Argentin : Alberto Ledo qui joue du charango, de la zampoña, du bongo, de la guitare acoustique et des instruments à vent, sa voix est un instrument de plus ; et un Uruguayen : Pajarito Ganzani : guitariste, bongo, tumbadoras, bimbo, basse, lui aussi chante.



Chaque Jaiva est un homme-orchestre en soi. Mais ce serait amputer le groupe que de ne pas citer René Olivares le dessinateur, Hernán Poblete et Alejandro Parra illuminateurs et réalisateurs scéniques, et Carlo Melo technicien du son (tous quatre sont chiliens).

De 1962 à 1968, les High-Bass jetaient les bases de leur mutation en Jaivas (tourteaux). 1968 marquera la rupture avec le passé. Pendant un an, les ex-High-Bass vont voyager dans l'espace et le temps latino-américains. Les diverses réalisés

continentales trouveront dans les Jaivas nés en 1969 un creuset d'où elles sortent intimement mêlées et harmonieusement exprimées. Les cultures pré-colombienne, métisse puis américaine et leurs instruments propres se fondent ensemble. C'est l'universalisation de diverses expressions : en effet, s'il s'attache particulièrement aux musiques de la Patria Grande, le groupe n'en néglige pas pour autant le chant grégorien, les baroques, les roman-

tiques, les impressionnistes et les contemporains. Les synthétiseurs les plus modernes harmoniseront le tout.

Le dessin de la couverture du dernier disque des Jaivas, *Canción del Sur* (Chanson du Sud) est le symbole de leur « cosmo-musicalisme ». D.S.

Références des disques :  
KARAXU : EI 01113  
IVAN PEQUENO : EL 01112

## CHILI-SURIMPRESSION

Attendu que : les juges se déclarent « incompétents » à trancher le litige qui oppose l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) et l'ambassade du Chili, respectivement représentés par Messieurs Solal et Bourgoing-Dumontel, et que « la liberté d'expression demeure, en France, le principe fondamental auquel il ne peut être dérogé que dans les conditions très restrictivement réglementées par la loi, qui ne se trouvent pas réunies en l'espèce », les quatre émissions de 75 mn chacune, de José-Maria Berzosa, Chili-impressions, ont bien été diffusées par Antenne II au mois d'avril.

Le différend portait sur l'interprétation d'un protocole signé par des représentants du gouvernement chilien et de l'INA le 15 février 1977 à Santiago. Au cours de leur reportage, J.M. Berzosa et Chantal Baudis (décédée depuis) ont manifesté le désir d'interviewer le général Pinochet et les membres de la junte. Le gouvernement chilien avait accédé à leur demande à condition que les réalisateurs signent un protocole qui stipulait que l'ambassadeur verrait le film avant sa diffusion et pourrait apporter les éclaircissements qui lui paraîtraient opportuns. Il pourrait voir aussi s'il y avait des erreurs de traduction ou d'interprétation dans les témoignages recueillis. Il ne s'agissait en aucun cas d'*une censure préalable sur l'ensemble du matériel filmé* comme le soulignait le texte.

Or, pour l'INA, ce protocole s'appliquait uniquement aux interviews ayant eu lieu après la signature. Celles-ci ont donc été présentées — montées — en novembre 1977 à l'ambassadeur du Chili qui a ensuite pu voir, le 1er avril, la première émission de la série, *Les Pompiers de Santiago*, qui semblerait avoir mis le feu aux poudres ! Ce serait le « *montage subversif* » du réalisateur (selon les propres termes de M. Bourgoing-Dumontel) qui a entraîné l'audience de référencé demandant l'ajournement des émissions du dimanche 2 avril. Référencé reporté au 6 avril, car aucun membre de l'INA n'avait pu être joint. Le tribunal civil de Paris débouta l'ambassade du Chili qui fit appel. Le samedi 8 avril.

C.B.

# MAGAZINE

## CONCERTS

## RESTAURANTS

• Du 2 au 6 mai, à 18 h 30, au Théâtre de la Ville a lieu la Sixième Semaine Internationale de Guitare. Avec la participation de Cardosso (Argentine), le 5 mai et Sepero (Espagne), le 6.



• Les 8, 9 et 10 mai à 21 h, concerts de Jorge Ben à l'Olympia. Du 29 mai au 10 juin à l'Olympia également aura lieu une série de récitals de Jair Rodrigues et Maria Creuza.

Olympia, 28 bd. des Capucines 75009 Paris tél. : 742.25.49.

### • Dauphine

Le 11 mai à 20 h à l'Université de Dauphine, gala organisé par le Centre de Défense de la culture chilienne, avec la participation d'Angel Parra, Daniel Salinas, des groupes Ayacucho et Karumanta.

• Studio des Champs Élysées Jusqu'au 8 mai, le groupe Ayacucho offre un concert de musique andine.

Studio des Champs Élysées, 15 avenue Montaigne. Tél. : 359.36.88.

• Le vendredi 19 mai à 21 h, les Jaivas poursuivent leur série de concerts commencée le 22 avril à l'Olympia.

Salle municipale de Bourg-la-Reine, 65, bd. Joffre, Tél. : 350.78.96.

• Le vendredi 25 mai à 21 h., Théâtre Jean Vilar, Place Stalingrad, Suresnes. Tél. : 506.57.18.

## EL PALENQUE

Murs blancs, étriers, ex-lampes à huile, ce restaurant argentin, fondé il y a une douzaine d'années, a une décoration « classique ».

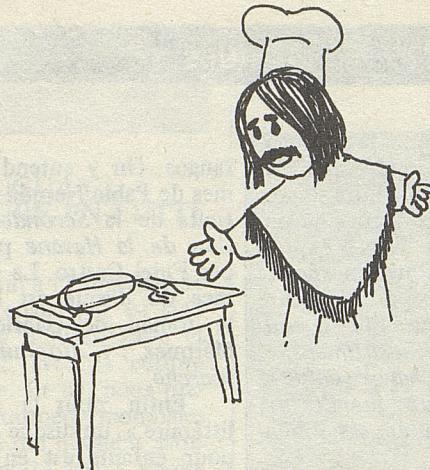
Mieux vaut réserver sa table car *El Palenque* a une ample clientèle d'habitués. Clientèle cosmopolite, variée, qui est sûre de faire bonne chère : *empanadas* (pâtes à la viande), *pastel de choclo* (gâteau de maïs), *chorizos criollos* (saucisses argentines), que suivront de succulentes viandes « a la parrilla » — selle d'agneau grillée (*silla de cordero*), *churrasco* (contre-filet) ou le baby-beef (qui, malgré son nom est d'une taille fort respectable). A moins que vous ne choisissez un cochon de lait mariné (*lechón adobado*) ou une milanaise argentine.

Les délices de Capoue ne sont pas loin, même si le cuisinier n'est pas né exactement sous les mêmes cieux qu'Ham-nibal (il est marocain !). Expert en salé comme en sucré : *Flan con dulce de leche* (crème caramel à la confiture de lait), *postre de milico* (fromage et pâte de coing), *dulce de batata* (pâte de patate douce), banane à la confiture de lait, sorbets aux goûts variés : citron, cassis, fraise, fruits de la passion.

Si vous considérez que la façon dont on vous accueille fait partie du plaisir de « bien-manger », vous noterez, à grand regret, que, au *Palenque*, la première partie de ce plaisir manque au tableau.

C.B.

El Palenque — 5 rue de la Montagne Sainte-Geneviève, 75005 Paris, métro : Maubert-Mutualité. Fermé le dimanche. Compteur environ 60 F.



## CUISINE DU NOUVEAU MONDE

### LE POISSON EN ESCABECHE

La rencontre d'une culture différente peut aussi se faire autour de votre table. Pour manger des plats latino-américains, point nécessaire d'aller au restaurant. Préparez-les vous-mêmes. Le plaisir de la cuisine s'ajoutera à celui du palais.

Je vous propose ce mois-ci une entrée copieuse, facile à réaliser, courante le long de la côte Pacifique du Chili, du Pérou et de l'Équateur : le poisson en escabeche (escabeche de pescado) ; ce plat, comme beaucoup de cuisine créole, est un mélange mariant harmonieusement des influences hispaniques, indiennes et africaines. Tous les ingrédients nécessaires à sa confection se rencontrent sur les marchés français. Les quantités indiquées sont prévues pour huit personnes, mais elles conviennent parfaitement pour quatre, l'entrée pouvant ainsi se transformer en plat plus résistant.

Achetez 8 filets de poisson blanc, 4 oignons, 4 œufs, 1 bocal d'olives noires (surtout pas à la grecque), 2 piments rouges longs et frais, 1 flacon de paprika (à défaut d'Ají molido), 1 laitue, 4 épis de maïs (ou 4 pommes de terre) et 1 sachet d'orégan.

Le plat peut être préparé en trente minutes, deux temps et trois mouvements.

Premier temps, deux mouvements : roulez les filets de poisson dans la farine, salez, faites-les frire à la poêle, poivrez ; dans une casserole, mettez à cuire à l'eau bouillante les épis de maïs (ou les pommes de terre) et les œufs (durs). Quand les poissons sont cuits, disposez-les dans un plat long à rebords, sur un lit de feuilles de laitue.

Deuxième temps un mouvement : faites revenir dans une casserole avec de l'huile, les oignons coupés en quatre, les piments frais découpés en lanières larges, une bonne pincée d'orégan et une cuillérée à café de paprika (ou d'Ají molido). Laissez mijoter. Les oignons une fois cuits, versez dans la casserole une tasse de vinaigre de vin. Couvrez, laissez infuser quelques minutes, la cuisson arrêtée.

Nappez ensuite cette sauce sur les filets de poisson endormis sur leurs feuilles. décorez le plat avec les épis de maïs coupés en deux (ou les pommes de terre), les moitiés d'œufs durs et une douzaine d'olives noires. Le plat se consomme froid.

C'est... essayez... l'escabeche ouvre l'appétit. Si vous n'êtes pas accoutumés, méfiez-vous des piments frais et du piment moulu. Je ne vous recommande pas de boire du vin, goûtez plutôt une carafe d'eau légèrement sucrée avec du jus de citron vert. Bon appétit !!

J.P. Hermano

# COMPTABLE CHEF-COMPTABLE EXPERT-COMPTABLE

DES EMPLOIS SURS - DES SITUATIONS D'AVENIR - DES REVENUS CONFORTABLES

# **Ecole Professionnelle Supérieure**

avec le concours de

L'INSTITUT FRANCAIS DE GESTION Initiations

vous assure les meilleures formations comptables, enseignées par d'imminents professeurs, professionnels, et pourra vous faire bénéficier de ses nombreux contacts avec des employeurs potentiels en fin de préparation.

Si vous désirez préparer un EXAMEN D'ETAT :

**C.A.P. d'Employé de Comptabilité  
PROBATOIRE  
D.E.C.S.**

# **Ecole Professionnelle Supérieure**

Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance  
**27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS**      **Tél. 236.74.13**

met à votre disposition, son expérience de plus de 40 ans dans le domaine de la formation

N'attendez plus pour demander votre documentation en nous retournant ce coupon.

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part, votre documentation concernant les carrières de la COMPTABILITE

*NOM*..... *PRENOM*.....

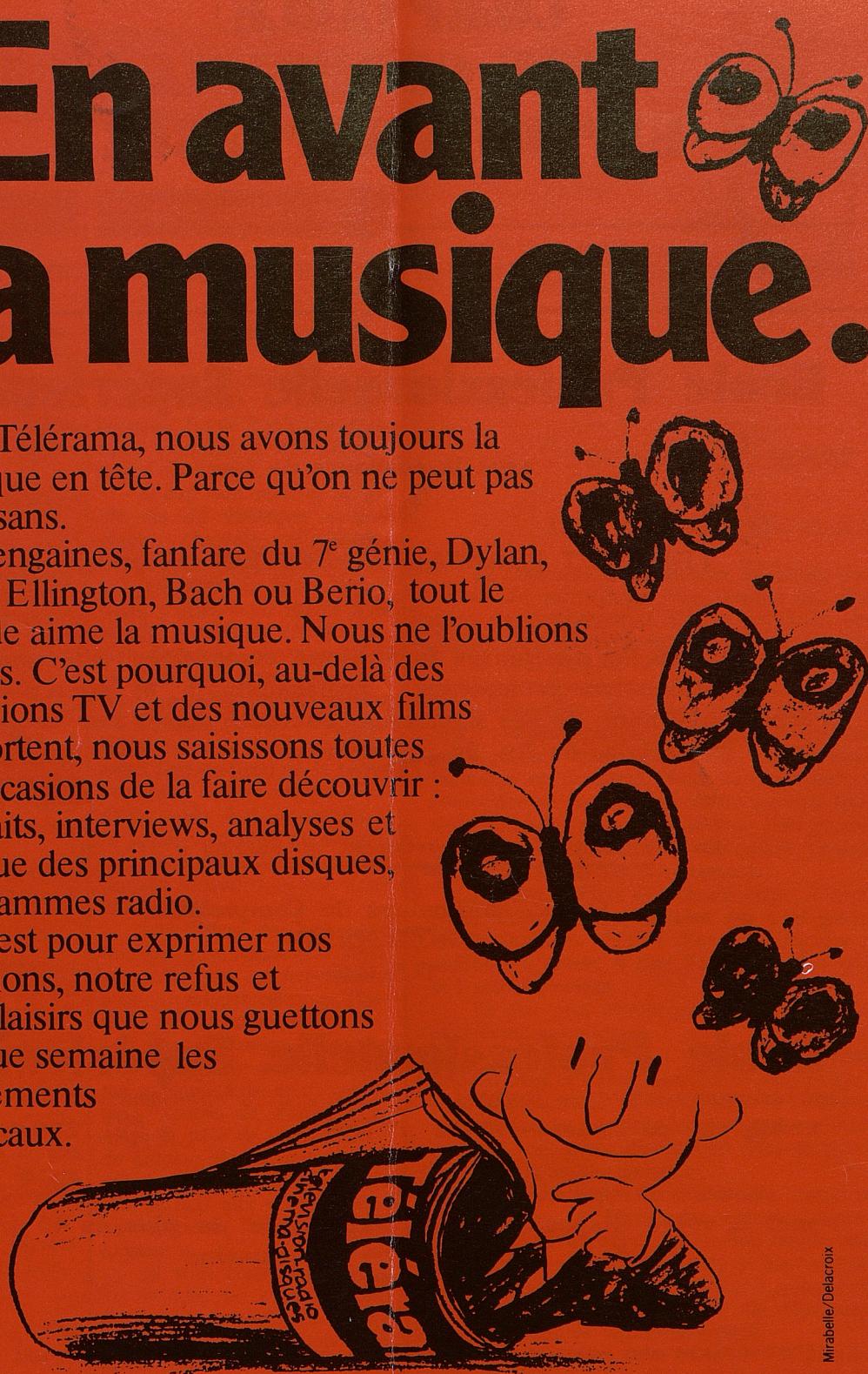
ADRESSE.....

# En avant la musique.

A Télérama, nous avons toujours la musique en tête. Parce qu'on ne peut pas vivre sans.

Rengaines, fanfare du 7<sup>e</sup> génie, Dylan, Duke Ellington, Bach ou Berio, tout le monde aime la musique. Nous ne l'oublions jamais. C'est pourquoi, au-delà des émissions TV et des nouveaux films qui sortent, nous saisissons toutes les occasions de la faire découvrir : portraits, interviews, analyses et critique des principaux disques, programmes radio.

C'est pour exprimer nos émotions, notre refus et nos plaisirs que nous guettons chaque semaine les événements musicaux.



Mirabelle/Delacroix

# Télérama

Un hebdomadaire d'opinions sur la télévision, la radio, le cinéma, les disques.